

# Relations

*Pour qui veut une société juste*

NUMÉRO 734

août 2009

## Technoscience: la boîte de Pandore

Un tournant  
de civilisation

Les dérives  
de la bio-industrie

Le Canada vendu  
à la techno-économie

Gare aux  
nanotechnologies

Le transhumanisme  
ou le monde  
sans corps



**Marc Chabot: Sur les traces de Simone Weil**

5,50 \$



ARTISTE INVITÉ:  
DANIEL ERBAN

# ReLations

numéro 734, juillet-août 2009

<b>ACTUALITÉS</b>	4
<b>HORIZONS</b>	
À quand un vrai débat sur la crise écologique?	9
Jim Profit, s.j.	
<b>AILLEURS</b>	
République démocratique du Congo : un État à refonder	26
Jooneed Khan	
<b>CONTROVERSE</b>	
Prendre ses vacances en ville ou à la campagne?	28
Marco Veilleux	29
Dominique Bulliard	
<b>REGARD</b>	
Minières canadiennes aux Philippines : un autre scandale	30
Jean-Philippe Massicotte et Dominique Caouette	
Sur les traces de Simone Weil	32
Marc Chabot	
<b>EN BREF</b>	35
<b>RAISON DES RÊVES</b>	
Brebis calleuse	36
José Acquelin	
<b>BLOC-NOTES</b>	
Un film révélateur de l'Afrique	38
Mouloud Idir	
<b>MULTIMÉDIAS</b>	39
<b>LIVRES</b>	40

Couverture: Daniel Erban, *Le cri ultime*, peinture, 34 x 38 pouces

## dossier

<b>TECHNOSCIENCE: LA BOÎTE DE PANDORE</b>	10
Organismes génétiquement modifiés, neurosciences, nanotechnologies, biométrie : la science n'a de cesse de repousser ses limites. Mais tout ce que l'homme peut inventer doit-il l'être? Quel est le bien-fondé de ces nouvelles techniques? Comment en décoder le sens et quels en sont les effets sur l'évolution, la liberté, la vie des êtres humains et leur environnement? Les technosciences se développent en mode accéléré, en symbiose avec le capitalisme financier. Sous l'emprise marchande, sans contrôle démocratique et sans questionnement éthique suffisant, le phénomène inquiète vivement et mobilise de plus en plus de scientifiques et de citoyens.	
<b>Un tournant de civilisation</b>	12
Jean-François Filion	
<b>Le porc hypophosphorique</b>	12
Simon Beaudoin	
<b>Les dérives de la bio-industrie</b>	14
Gilles Bibeau	
<b>Biométrie et démocratie</b>	16
Pierrot Péladeau	
<b>Le Canada vendu à la techno-économie</b>	17
Louise Vandelac et Marie-Hélène Bacon	
<b>Le Forum mondial sciences et démocratie</b>	18
Cécile Sabourin	
<b>Gare aux nanotechnologies</b>	21
Éric Darier	
<b>Le transhumanisme ou le monde sans corps</b>	23
David Le Breton	

## ARTISTE INVITÉ

Daniel Erban est un artiste qui crée des œuvres fortes et signifiantes qui n'ont rien à voir avec l'art pour l'art. Sa démarche est celle du questionnement et de la recherche. Son but est de produire des œuvres exploitant, dans un mode laid et antisocial, des thèmes tels que la politique, les droits humains, la censure, etc. La liberté d'expression lui tient beaucoup à cœur. À ses yeux, l'art et la culture ne peuvent coexister avec des lois qui soutiennent diverses formes de censure. S'ils veulent être libres, les artistes n'ont d'autre choix que de se libérer des nœuds gordiens qui les empêchent de s'exprimer et qui les contraignent à rester dans les normes de l'empire du même, où règnent l'insignifiance et la trivialité. Il a exposé un peu partout au Québec et au Canada ([www.angelfire.com/art2/danielerban](http://www.angelfire.com/art2/danielerban)).

## FONDÉE EN 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites du Québec. Depuis près de 70 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les exclus et les plus démunis. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques et religieux de notre époque.

DIRECTRICE  
Élisabeth Garant

RÉDACTEUR EN CHEF  
Jean-Claude Ravet

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT  
Marco Veilleux

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION  
Catherine Caron

DIRECTION ARTISTIQUE  
Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS  
Michel Depatie, Jacques Goldstyn

RÉVISION/CORRECTION  
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION  
Gregory Baum, Louise Dionne, Céline Dubé, Guy Dufresne, Jean-François Filion, Marc-André Gagnon, Mouloud Idir, Nicole Laurin, Guy Paiement, Rolande Pinard

COLLABORATEURS  
José Acquelin, André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Louis Gaudreau, Vivian Labrie, Jean-Paul Rouleau, Carolyn Sharp

IMPRESSION Carpe diem sur du papier recyclé contenant 100 % de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION LMPI / HDS Canada

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère* et dans *l'Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

ISSN 0034-3781

ABONNEMENTS Ginette Thibault  
8 numéros (un an) : 35 \$ (t. i.)  
Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)  
À l'étranger : 55 \$ Étudiant : 25 \$  
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)  
TPS : R119003952 TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

Canada

Envoi de Poste-publication  
Enregistrement n° 09261

BUREAUX  
25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec) H2P 1S6  
tél. : 514-387-2541  
télé. : 514-387-0206

[relations@cjf.qc.ca](mailto:relations@cjf.qc.ca)  
[www.revuereactions.qc.ca](http://www.revuereactions.qc.ca)

## Temps d'arrêt

Le temps des vacances, pour les uns, signifie voyager. Pour d'autres, c'est plutôt paresser, relaxer, rester chez soi et surtout prendre son temps. Pour d'autres encore, cela veut dire sortir de la routine: camping ou promenade à la campagne, festival ou jardinage en ville – tout est occasion de se distraire ou de se ressourcer. D'autres enfin, s'évertuent à faire tout ce que le temps du travail n'avait pas permis de faire: lecture, bricolage, etc.

Quelles que soient ces manières, nous entretenons par là un nouveau rapport à l'espace et encore davantage au temps. Sortir de la ville ou s'y promener, flâner ou pantoufler: ce qui est en cause, ce n'est pas tant le lieu que le temps. Le précieux temps de vivre, de goûter à la vie, d'éprouver tant soit peu une existence au côté des êtres et des choses. D'être simplement là, suspendant le tic tac dans nos têtes. Du moins le faudrait-il.

paroles signifiantes. La société fait tout pour nous distraire dans les deux sens du terme: nous amuser, mais surtout nous détourner des questions essentielles, comme s'il y allait de la bonne marche du système, tout tourné vers la production et la consommation, sans fin et sans limites, de marchandises.

La vitesse est une condition autant qu'une conséquence de cette machine déchaînée et dévorante. Elle emporte, étourdit, accapare l'attention. Elle oblige à réagir plutôt qu'à agir, à aiguïser les réflexes plutôt qu'à réfléchir. Surtout, à suivre quoi qu'il arrive, incapable d'arrêter, de bifurquer, de ralentir. Nos comportements, nos habitudes, nos manières d'agir, notre affairément deviennent un rouage indispensable. Nous sommes réquisitionnés entièrement, mobilisés dans une guerre – contre la vie, contre la Terre, contre la beauté et la liberté –, une guerre qui a le plus souvent le nom de paix. Paix de cimetière. Ses effets sont les mêmes: enrichissement pour le petit nombre, dépossession pour le reste, souffrances, misères, victimes, ravages – dont on masque la gravité. De toute façon, la faute est à mettre sur le dos de causes naturelles. Du fait qu'ainsi va la vie, que tout va pour le mieux... Guerre ou paix qu'importe, puisque nous la gagnons.

Les vacances sont un temps d'arrêt. Aussi portent-elles le germe d'une insubordination. Certes, ce n'est qu'une permission pour mieux reprendre ensuite le rythme cadencé. C'est un capital investi dans la reproduction des forces du travail. La productivité, en fin de compte, en sortira gagnante. Ainsi le voient bien des patrons. Mais il n'en demeure pas moins que ce temps d'arrêt est une brèche. Tout temps d'arrêt est une brèche, comme en témoignent les grèves qui ont été, très souvent dans l'histoire des luttes sociales, l'occasion d'une expérience qui allait bien au-

delà des revendications de conditions de travail. Elles furent le terreau d'une expérience de solidarité et d'entraide, d'un rapport inédit au monde centré sur la justice et la liberté – trace indélébile d'un monde à faire naître.

Ainsi peuvent être les vacances. Elles peuvent, en effet, permettre de se rappeler qu'au-delà d'une suite programmée d'activités – au bureau, à l'usine, sur la route ou chez soi – l'existence humaine ne se réduit pas à son rôle, ni à sa fonction, ni à sa carrière. À la place qui nous est donnée dans la société, par notre naissance, notre savoir ou notre pouvoir. Nous sommes en quelque sorte appelés à vivre. Appelés par les générations passées à poursuivre leur rêve écrasé, et par les générations à naître à leur préparer une demeure humaine, digne et belle.

Prendre son temps, alors, a valeur de conquête, de riposte à la mobilisation générale, de témoignage d'une insoumission. Le sens, le lent regard sur la signification des choses reprennent leurs droits sur le rendement.

Les vacances sont donc aussi le temps de la présence contre l'empressement, contre la fuite, contre l'esquive – l'arrêt du temps essentiel pour renouer avec le souffle qui nous anime. Essentiel aussi pour nager à contre-courant et dégager l'horizon obscurci par l'accessoire. Nous laisser pénétrer par la vie nue. Nous émerveiller. Nous recueillir. Chanter la beauté du monde, en faisant le plein d'odeurs, d'images, de sons, de musique, de visages. Mordre à la parole comme dans du pain chaud. Quérir le sens les mains ouvertes. Cultiver des amitiés. Apprendre la seule leçon qui vaille: celle d'habiter poétiquement la Terre (Hölderlin), en nous préparant, enfin, à la longue et belle lutte pour la liberté.

JEAN-CLAUDE RAVET



Daniel Erban,  
*La honte*, peinture.  
50 x 40 pouces

Temps essentiel, en effet, de plus en plus rare. De plus en plus difficile à prendre. Emportés que nous sommes par le tourbillon de l'air du temps: défilement continu d'images télévisuelles et de pubs omniprésentes, bruits incessants où les paroles comme les sons murent le silence dans lequel mûrissent la pensée et les



## Vers la privatisation des politiques sociales

Un nouveau projet de loi qui institue un fonds pour le développement des enfants est particulièrement inquiétant.

**MARIE LEAHEY**

L'auteure est directrice générale de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille

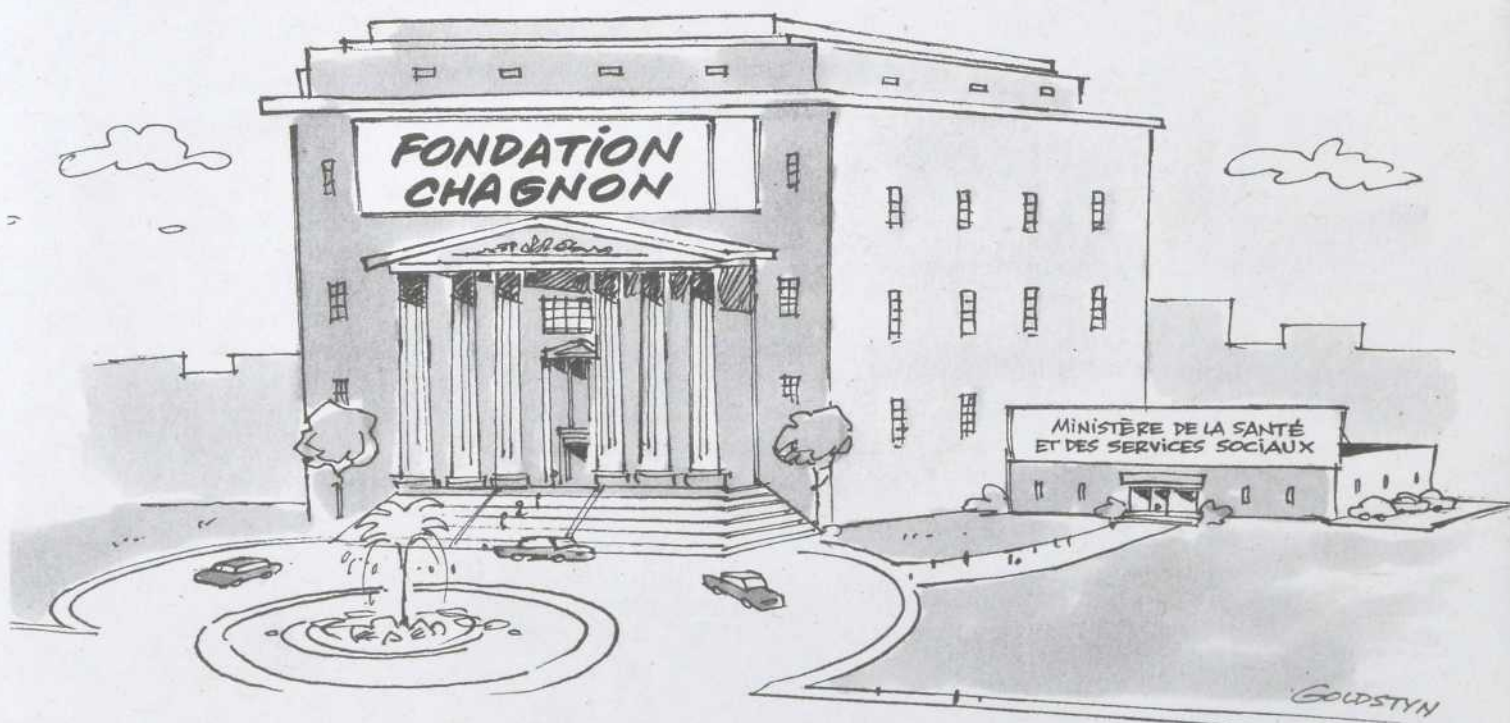
Dernier d'une série (dont le projet de loi n° 6 instituant le Fonds de soutien aux proches aidant des aînés – et la loi instituant le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie), le projet de loi n° 7 tisse des liens étroits entre le gouvernement du Québec et la Fondation Chagnon. Ce partenariat public-philanthropique – que nous appelons un PPP social – totalisera, pour une période de 10 ans, près d'un milliard de dollars, dont la moitié provenant de l'État. Ceci est sans compter le rôle central que jouera la Fondation dans la nouvelle Stratégie d'action jeunesse 2009-2014, dont un des enjeux est la

persévérance scolaire (25 M\$ du gouvernement et 25 M\$ de la Fondation).

Il ne s'agit évidemment pas de s'opposer au rôle des fondations dans le soutien de causes qu'elles jugent conformes à leur mission. L'enjeu est plutôt l'octroi de fonds publics à des sociétés paritaires de gestion dont les priorités sont déterminées par des fondations. Ces partenariats remettent radicalement en question le rôle central de l'État dans le champ social sans qu'il n'y ait eu de véritable débat public. Dans le cas des projets de partenariats public-privé (PPP) concernant les infrastructures – qui ont soulevé, à juste titre, beaucoup d'inquiétudes –, c'est encore le gouvernement qui détermine, par exemple, où passera la

route ou encore l'endroit où sera construit l'hôpital. Mais dans le cas des PPP sociaux, les projets de loi sont d'ordre administratif, sans détail sur les objectifs, les priorités, les modalités de financement de projets.

Or, la Fondation Chagnon a des objectifs, des priorités, des façons de faire bien précis. Comme en font foi les données recueillies sur son site, il s'agit « de contribuer au développement et à l'amélioration de la santé par la prévention de la pauvreté et de la maladie, en agissant principalement auprès des enfants et de leurs parents. [...] Nous considérons qu'un environnement où prévalent l'intervention précoce auprès des enfants et le développement de saines habitudes de vie s'avère un pilier essentiel à la réussite éducative, au développement et à l'amélioration de la santé de l'individu. » Pour elle, la pauvreté n'est aucunement le résultat





d'un système économique; elle relève d'une responsabilité individuelle.

Pour réaliser ses objectifs, la Fondation Chagnon veut « mobiliser les communautés ». Pour ce faire, elle a mis sur pied Québec en forme et Québec Enfants. Or, plusieurs organismes communautaires ont eu des expériences malheureuses avec ceux-ci et dénoncent leur non-respect des structures de concertation existantes, leur non-reconnaissance de l'expertise développée par les organismes et leur mépris des processus démocratiques de prise de décisions. On a assisté également de leur part à une appropriation abusive du matériel développé par les organismes, ainsi qu'à un dédoublement de services ou d'activités déjà offerts à la population.

Malgré cela et sans qu'il y ait eu une étude d'impact à propos des projets de mobilisation des communautés réalisés par la Fondation, le gouvernement s'apprête à y investir beaucoup d'argent durant les 10 prochaines années.

Par ailleurs, on peut craindre que la création des sociétés de gestion devant gérer ces nouveaux fonds soit une façon de détourner l'argent gouvernemental et de contourner la Politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome, en multipliant les ententes de services. En effet, les organismes, pour avoir accès aux fonds, doivent développer des activités et des projets, sans que leur financement ne leur permette de déployer complètement leur mission et même d'ouvrir leurs portes à la population douze mois par année. Ces nouveaux fonds permettront également aux institutions publiques (réseaux de la santé et de l'éducation) de déposer des projets. N'est-ce pas là une façon de privatiser les services publics?

Cette nouvelle « gouvernance » doit être questionnée. Quelle sera la cohérence des projets financés avec les programmes existants destinés aux enfants défavorisés? L'approche ciblée mettra-t-elle fin à l'universalité des programmes destinés aux familles?

Quelle sera la pérennité de ces projets, lors du retrait de la Fondation Chagnon? Quel est le plan d'action gouvernementale de développement des enfants – ou celui-ci se confond-il avec celui de la Fondation? Toutes ces questions sont légitimes et méritent une réponse avant l'adoption de tout projet de loi ou politique créant de tels PPP sociaux.

Or, malgré l'opposition de groupes communautaires et syndicaux, entendus lors de consultations publiques, et la remise de pétitions à l'Assemblée nationale, celle-ci s'apprête quand même à voter des projets de loi consacrant la Fondation Chagnon comme leader des politiques sociales au Québec. ●



Photo : Michel Leclerc

## Une grève de refondation à l'UQAM

Les deux mois d'arrêt de travail qui se sont terminés à la fin d'avril dernier ont soudé ses forces vives autour du projet social de cette université.

**LOUIS ROUSSEAU**

La dernière grève de professeurs, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), remontait à l'automne et à l'hiver de 1976-1977. Elle avait été menée par la génération des fondateurs et fondatrices – aujourd'hui presque tous partis à la retraite. Autant dire que le savoir-faire que requiert l'organisation d'un arrêt de travail, en vue de provoquer une négociation, était à réinventer de toute pièce.

Les 900 membres du corps professoral uqamien ne souhaitaient nullement partir en grève au printemps dernier. Ils y ont été poussés à la suite de deux années consécutives d'importantes compressions budgétaires et par le chantage du gouvernement qui exigeait, à moyen terme, le retour à l'équilibre financier – et ce, sans apport de nouvelles ressources. Les professeurs ont bien vu que cela créait une impasse dont la conséquence la plus probable serait la déqualification d'une institution publique parvenue à

L'auteur est professeur au Département de sciences des religions de l'UQAM.



Salle d'assemblée comble pendant la grève. Photo : Michel Leclerc

se hisser aux premières places parmi les universités de même nature.

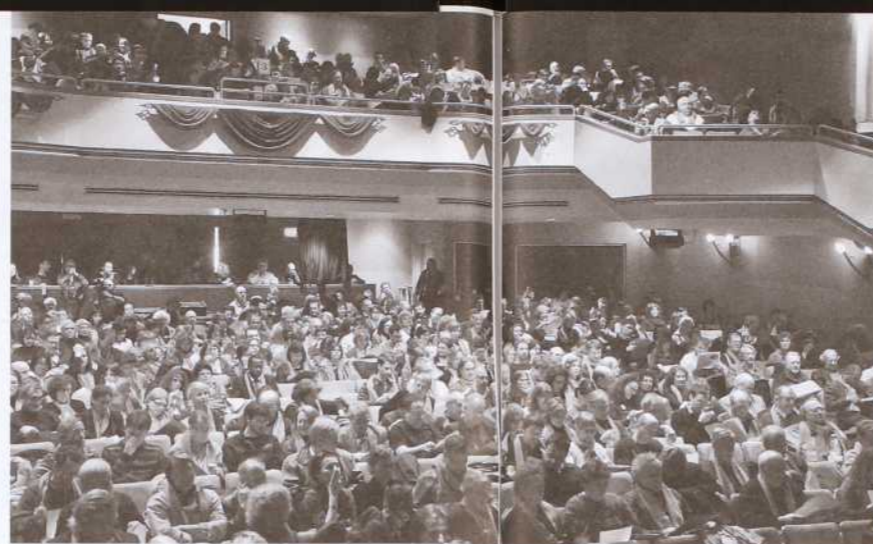
En outre, lors du dépôt du projet syndical de convention collective, il y a près de deux ans, le dossier des « aventures immobilières » du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur n'avait pas encore été résolu. Réaffirmant qu'ils s'étaient opposés à ces projets (avec les étudiants), les professeurs ont refusé d'en faire les frais et ont défini ce qui leur semblait constituer les conditions d'une réelle relance de leur université : une augmentation significative du nombre de professeurs réguliers et une mise à niveau des conditions salariales actuelles qui les situaient en queue de peloton.

Combien croyaient réellement à ces objectifs lorsqu'ils ont déclenché, en janvier dernier, le long processus qui

devait finalement les mener à la conclusion d'une entente à la fin d'avril 2009? Une minorité, vraisemblablement! Mais la conviction allait se généraliser au cours des assemblées générales. Les artisans de l'UQAM n'étaient pas prêts à se résigner au pire, malgré le contexte d'une crise économique mondiale et d'un budget lourdement déficitaire de l'État québécois. Plusieurs pensent d'ailleurs qu'un événement catalyseur a été le refus de l'administration de l'université de jouer sérieusement son rôle de négociateur responsable et son alignement honteux sur une manœuvre dilatoire de la ministre de l'Éducation – celle-ci proposait de créer un comité devant « procéder à l'examen en profondeur de l'organisation du travail, notamment la tâche et ses modalités de gestion » (18 mars 2009). Devant cet écroule-

ment de la haute direction et le manque absolu d'indépendance du conseil d'administration, l'évidence s'imposait sans appel : la lutte pour la relance de l'UQAM reposait uniquement sur la décision collective des professeurs. Et l'interlocuteur ne siégeait plus sur la rue St-Denis, mais bien à Québec!

Si l'on peut conclure que cette grève a atteint ses objectifs (sauf en ce qui a trait aux maîtres de langue traités avec mépris par l'administration), l'acquis le plus précieux se situe peut-être dans



la dynamique communautaire que le déroulement concret de ces deux mois d'arrêt de travail a impulsée. Au point où l'on peut parler d'une véritable refondation sociale de l'UQAM.

Quelques facteurs sont responsables de cette revitalisation inattendue du corps professoral. Notons d'abord l'action d'un comité de négociation, d'un conseil exécutif et de sa présidente, Michel Nevert, capables de clarifier les enjeux et de tisser, au fil des



jours, le récit mobilisateur donnant sens aux décisions de l'assemblée générale. Ensuite, les réunions de cette dernière – qui rassemblait toujours plus des deux tiers des membres – ont été le foyer d'échanges et de véritables débats sur les actions à entreprendre. Avec des votes de résistance franchissant le plus souvent la barre des 90 %, ces assemblées générales ont créé une



Photo : Michel Leclerc

profonde cohésion. Enfin, la qualité des communications internes et externes, de même que l'organisation quotidienne du piquetage et des manifestations ont contribué à sceller les solidarités entre les différents acteurs de l'UQAM.

Le 9 mars dernier, en l'absence de l'administration mais animés par le vibrant discours de Guy Rocher, qui rappelait sa mission originelle, les professeurs et les étudiants ont fêté le quarantième anniversaire de fondation de leur université. La victoire de fond de la grève qui vient de se terminer tient donc, pour beaucoup, à l'expérience d'un partage renouvelé de cette mission commune. ●

## En marge du 5<sup>e</sup> Sommet des Amériques

### Vers un repositionnement de la société civile dans les enjeux d'intégration?

NATHALIE GUAY

L'auteure, conseillère syndicale à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), était de la délégation québécoise présente à Trinidad-et-Tobago

Le 5<sup>e</sup> Sommet des Amériques avait lieu du 17 au 19 avril dernier à Port of Spain, la capitale de Trinidad-et-Tobago dans les Caraïbes. Il réunissait tous les chefs d'État des Amériques, à l'exception de Cuba. En marge de ce sommet, le Forum des travailleuses et travailleurs des Amériques et le 4<sup>e</sup> Sommet des peuples des Amériques sont passés presque ina-

perçus dans les médias. Ces deux événements ont témoigné du caractère peu démocratique et inclusif du Sommet des Amériques, dont le « forum de la société civile » reste peu convaincant.

Sous le thème *Nous ne paierons pas le prix de la crise! Pour un modèle de développement juste et durable*, le Forum des travailleuses et travailleurs des Amériques a rassemblé environ 500 délégués provenant de diverses organisations syndicales. Dans une ambiance assez consensuelle, parfois affectée par l'omniprésence du ministre trinidadien du Travail, des leaders syndicaux ont insisté sur la nécessité d'apporter des changements majeurs aux

modes de production et de consommation. L'analyse multidimensionnelle de la crise portée par la Confédération syndicale des Amériques et la Confédération syndicale internationale (CSI) a été renforcée, notamment par le rejet des résultats de la rencontre du G20 d'avril, à Londres, mais aussi par le processus actuel de négociation internationale visant à donner une suite au protocole de Kyoto – dans lequel la CSI joue un rôle particulièrement actif. Une cohérence d'ensemble s'est dégagée du discours syndical autour de la revendication pour le travail décent, de la lutte aux changements climatiques et d'une remise en question du capitalisme, passant à court terme par d'importantes réformes de la sphère financière.

Quant au Sommet des peuples des Amériques, les défis à relever ont peut-être été trop nombreux, d'autant que le gouvernement du pays hôte a multi-

plié les obstacles. En effet, plusieurs personnes ont été détenues et intimidées par les douaniers et un Portoricain a été déporté vers son pays. À quelques semaines de l'événement, il a fallu changer le lieu des activités et le gouvernement de Patrick Manning n'a pas non plus donné son accord à la marche qui devait avoir lieu en clôture, rendant illégale toute manifestation publique dans le cadre du Sommet. Finalement, quelques dizaines de manifestants ont participé à une courte démonstration; la présence de quelques médias locaux et internationaux a peut-être été l'élément qui a empêché l'escouade anti-émeute d'intervenir.

Dans ce contexte, le 4<sup>e</sup> Sommet des peuples des Amériques n'a pas véritablement été un contre-sommet. Il est plutôt resté dans l'ombre. Il faut dire qu'à la suite de l'échec du projet d'intégration de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), l'avenir même du Sommet des Amériques se pose de façon incertaine, ce qui change la

dynamique. Ce vide est par ailleurs comblé au Sud par une volonté de certains États d'approfondir le Mercosur, et par d'autres de développer l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), qui est composée de la Bolivie, de Cuba, de la République dominicaine, du Honduras, du Nicaragua et du Venezuela. Cela suscite bon nombre de mobilisations de la part des mouvements sociaux, qu'ils soient favorables ou non à ces initiatives.

Si plusieurs signes laissent craindre la menace d'un Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) hémisphérique – projet avancé par Bush – l'idée n'a pas été mentionnée, du moins pas publiquement. Ainsi, les manœuvres de Stephen Harper pour alimenter des dynamiques libre-échangistes bilatérales, notamment avec la Communauté du bassin des Caraïbes (CARICOM), paraissent anachroniques à côté de la dynamique nouvelle et des messages d'ouverture lancés par Barack Obama.

La crise, qualifiée de « civilisationnelle », a bien sûr teinté les débats au Sommet des peuples. La notion du *bien vivre* (« bien vivre »), qui nous



Participants du 4<sup>e</sup> Sommet des peuples des Amériques. Photos : Nathalie Guay

vient des Autochtones, y a été reprise par plusieurs participants. À Trinidad-et-Tobago, nous avons aussi assisté à un rapprochement des réseaux nord-américains au sein de l'Alliance sociale continentale dont fait partie le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). Cela a conduit à une déclaration commune<sup>1</sup> et à l'identification de rendez-vous importants au cours des prochains mois – notamment le 2<sup>e</sup> Forum social québécois, en octobre 2009. Cette dynamique, de même que la présence des gouvernements progressistes en Amérique latine qui développent leur propre projet, l'ALBA, pourraient favoriser un redéploiement de la société civile dans le dossier de l'intégration des Amériques – particulièrement s'il n'y a pas de grand projet panaméricain à combattre. ●

1. Voir <[www.movimientos.org/iv-cumbre-pueblos/show\\_text.php?key=14269](http://www.movimientos.org/iv-cumbre-pueblos/show_text.php?key=14269)>





## Patriarche de l'Amérique latine

M<sup>gr</sup> Cambron, le père des communautés ecclésiales de base, est décédé le 9 avril dernier à l'âge de 92 ans.

### YVES CARRIER

L'auteur, théologien, a publié *Lettre du Brésil. L'évolution de la perspective missionnaire. Relecture de l'expérience de M<sup>gr</sup> Gérard Cambron* (Academia-Bruylant, 2008)

Pour Dom Fragoso, évêque de Crateús au Brésil, M<sup>gr</sup> Gérard Cambron est le père des communautés ecclésiales de base (CEB). Prêtre, intellectuel et missionnaire, l'ancien vicaire général du diocèse de Sherbrooke arrive au Brésil en 1957. De São Paulo, il se dirige par voie terrestre vers le Maranhão, en Amazonie, où il reçoit la charge de deux paroisses, Peri-Mirim et Bequimão, avec son jeune confrère Robert Lessard. Imbu de culture romaine, il possède au départ une vision cléricale de la vie chrétienne centrée sur la fréquentation assidue des sacrements. Cependant, son intention de reproduire le modèle de chrétienté en terre brésilienne, en pleine forêt amazonienne, sera vaincue par l'indifférence du milieu. Au contact des thèses du Père Lebrez, il en vient alors à s'intéresser au développement économique et social de la région – l'une des plus pauvres du Brésil – et au rôle que doit jouer l'Église catholique par rapport à cette question.

Partant des quelques cellules de la Légion de Marie qui s'y trouvaient, il allait susciter un dynamisme spirituel et populaire qui allait se répandre comme une traînée de poudre à travers la contrée et donner naissance aux CEB. La rencontre hebdomadaire devait s'articuler en trois temps : la prière en groupe, pour sceller l'unité et demander le soutien de Dieu, le partage autour d'un texte biblique, pour



discuter des valeurs présentes dans ce projet d'humanité voulu de Dieu et, enfin, le choix d'une visite, réalisée deux par deux, auprès d'un malade ou d'une famille dans le besoin – cette expérience de service devant être partagée à la réunion suivante. Dans un milieu abandonné de l'élite et des pouvoirs publics, et attendant en vain leur intervention, cette méthode fit boule de neige.

Le génie de Cambron consiste à faire confiance aux gens de la base et à encourager leurs initiatives. En quelques années, ce modèle se répand à travers le Maranhão, avec l'aide d'autres missionnaires québécois des diocèses de Nicolet, de St-Hyacinthe et de Sherbrooke. Bien plus, grâce à ces lettres circulaires – intitulées *Lettres du Brésil* – où il raconte ses aventures, Cambron diffuse son expérience non

seulement au Brésil mais aussi aux quatre coins de la planète.

En mai 1960, il est rappelé au Québec. On lui confie une nouvelle mission, celle d'aller fonder le grand séminaire de Tegucigalpa au Honduras. Avant son départ, Ivan Illich l'invite à partager ses réflexions sur son expérience brésilienne au Centre de

formation missionnaire de Cuernavaca, au Mexique, qui sera connu plus tard sous le nom de CIDOC. Jusqu'en 1965, Cambron partage son temps entre le Honduras et le Mexique, où il assiste Illich. En 1965, il retourne au Brésil où il devient directeur du Centre de formation interculturelle de Petrópolis. Il se consacre à l'inculturation des nouveaux missionnaires arrivés au pays, contribuant ainsi, jusqu'en 1969, à l'ouverture d'esprit des étrangers qui désirent accompagner le peuple brésilien. Ayant toujours un pied-à-terre à Cuernavaca, il ne cesse de développer sa réflexion sur la méthode inédite des communautés ecclésiales de base auprès des futurs animateurs qui seront chargés de

la diffuser.

De 1967 à 1968, il est appelé à conseiller l'épiscopat canadien sur la formation d'un organisme qui connaîtra un énorme retentissement : Développement et Paix. Puis, tour à tour, il conseille l'épiscopat brésilien, travaille à la fondation des rencontres inter-ecclésiales du Brésil, soutient de nombreuses communautés religieuses qui font clairement l'option préférentielle pour les pauvres et choisissent d'abandonner leur couvent pour aller vivre par petites communautés au cœur des bidonvilles.

En 1981, terrassé par une crise cardiaque, il doit revenir au Québec. Jusqu'à un âge avancé, il visite le Brésil et l'Argentine plusieurs mois par année afin de poursuivre son œuvre de conseiller, discret mais apprécié et vénéré de tous. ●



# À quand un vrai débat sur la crise écologique?

JIM PROFIT, S.J.

Les mauvaises nouvelles de l'économie font la une des journaux. Notre édifice économique s'est bâti sur le sable. La cupidité, appuyée par l'idéologie du libre-marché et d'un État minimal, a besoin maintenant du secours de l'État. Et les gourous de l'économie confessent leur incapacité à prédire quoi que ce soit.

Ce qui manque, c'est un vrai débat sur la crise écologique. Les changements climatiques – un thème qui a été l'objet de discours et d'évitements plutôt que d'actions ces derniers temps – demeurent un sujet chaud. Mais qu'en est-il de la destruction des forêts, de la pollution de l'eau, de la destruction des habitats naturels, de l'élimination des espèces et de nombreux autres problèmes écologiques?

Le développement écologique durable de l'économie, découlant de la prise de conscience que les ressources de notre planète ne sont pas inépuisables, reçoit peu d'attention. Les politiciens et les économistes encouragent plutôt les consommateurs à acheter davantage. À cette fin, la Banque du Canada a réduit son taux d'intérêt à un niveau jamais atteint auparavant. Pourtant, si tout le monde sur la planète consommait autant qu'on le fait dans l'hémisphère Nord, il faudrait cinq planètes Terre pour soutenir ce style de vie.

Depuis les années 1980, le secteur agricole ne cesse de souffrir de la crise économique. Pendant la plus grande partie de cette décennie, le revenu net des agriculteurs a été le pire de l'histoire. Il n'y a que les produits protégés par les marchés qui soient à l'abri de la crise.

La crise agricole est le résultat de l'industrialisation de la production alimentaire, encouragée par le gouvernement et guidée par les géants de l'*agrobusiness*. Dans le but affirmé de

nourrir ceux qui ont faim, cette industrialisation a été introduite dans l'hémisphère Sud par la prétendue « Révolution verte ». Aujourd'hui, cette Révolution verte, c'est Bill Gates et la fondation Rockefeller qui en font la promotion pour l'Afrique.

L'agriculture industrielle cherche à contrôler et à manipuler la nature pour ensuite s'attaquer aux problèmes que cela crée. Le recours aux ressources fossiles (incluant le combustible, les fertilisants chimiques et les pesticides)

Le développement écologique durable de l'économie reçoit peu d'attention. Les politiciens et les économistes encouragent plutôt les consommateurs à acheter davantage.

ainsi qu'à de nouvelles variétés de culture, de machinerie et d'autres technologies augmentent la production à l'acre et nécessitent des fermes toujours plus grandes – et donc moins nombreuses. Le résultat de tout cela : la biodiversité est menacée, l'eau raréfiée et polluée, le sol rendu stérile, les agriculteurs sont endettés et stressés et la communauté rurale se dégrade. Les jeunes qui ont grandi sur une ferme ne veulent plus y travailler. Au pays, l'âge moyen des agriculteurs est bien au-dessus de la cinquantaine. Après un demi-siècle d'*agrobusiness*, la production alimentaire à petite échelle se retrouve en crise partout dans le monde.

Cette agriculture est insoutenable. Des chercheurs du Sud, tels que Vandana Shiva de l'Inde, ont répertorié les effets négatifs de la Révolution verte sur la production alimentaire et sur les paysans dans leur pays. Les « solutions » proposées par les agro-économistes vont nettement dans le même sens : développer une meilleure technologie, comme la biotechnologie, augmenter

la production de combustibles plutôt que celle des aliments, réduire encore le nombre des agriculteurs en les encourageant à s'adapter et à être plus flexibles.

Par contre, la croissance d'une forme alternative de production alimentaire est encourageante. Ni le gouvernement, ni les départements universitaires de recherche et d'enseignement en agriculture ne l'ont pourtant véritablement soutenue. L'agriculture biologique est devenue, malgré tout, un mouvement dans lequel les consommateurs sont un élément clé.

La production des aliments biologiques se fait de manière durable, dans un esprit de coopération avec la nature. Elle fait œuvre de prévention en maintenant en santé les écosystèmes et en protégeant leur biodiversité. Le besoin d'énergie pétrolière diminue considérablement. Les agriculteurs deviennent plus autosuffisants et moins dépendants des banques et de l'*agrobusiness*. Les jeunes veulent se lancer dans l'agriculture biologique. C'est ainsi que notre programme de stagiaires en agriculture biologique est très populaire auprès de jeunes gens idéalistes, énergiques et engagés.

En ce temps de crise économique, le mouvement en faveur des produits alimentaires biologiques n'ouvre-t-il pas la voie à une économie soutenable, basée d'abord et avant tout sur une communauté planétaire elle-même soutenable? Ne contribue-t-il pas à un nouveau modèle d'économie qui n'est plus centré sur la cupidité, mais réduit plutôt la consommation et prend soin des animaux, des plantes et des autres formes de vie qui se partagent la planète avec nous?

Aussi pénible que soit cette époque pour beaucoup d'entre nous, une authentique économie du développement durable et soutenable est peut-être un cadeau de la vie qui émerge de pareilles épreuves. ●

L'auteur, jésuite, est directeur du Jesuit Collaborative for Ecology, Agriculture and Forestry, situé à Guelph en Ontario

# Technoscience : la boîte de Pandore

JEAN-CLAUDE RAVET

Avant la crise économique, écologique et financière actuelle, les critiques de la mondialisation financière étaient marginales, voire caricaturées comme réactionnaires ou utopiques. La crise leur a pourtant donné raison. Nul ne peut plus guère ignorer l'emprise du monde de la finance sur nos vies, sa rapacité sans borne et la menace qu'elle fait peser sur la société. Certes, la prise de conscience n'est pas synonyme de conversion ou de transformation radicale, comme en témoignent les demi-mesures mises de l'avant par nos gouvernements pour y faire face. Mais c'est un premier pas. Toutefois, on ne saurait en rester là sans compromettre sérieusement l'avenir de l'humanité.

Il est cependant un autre domaine, intimement lié au système économique, dont on ne prend pas assez conscience du danger. Celui-ci reste encore passablement « intouchable », au-delà de tout soupçon – d'autant qu'il se drape de l'aura du progrès. Il s'agit de la technoscience – cette « science » prise dans les mailles de la manipulation technique, de l'intérêt économique et de l'efficacité – et de son déploiement dans tous les domaines de la vie humaine.

Ses critiques, eux aussi, sont vite accusés de refuser de prendre le train de l'histoire et du progrès.

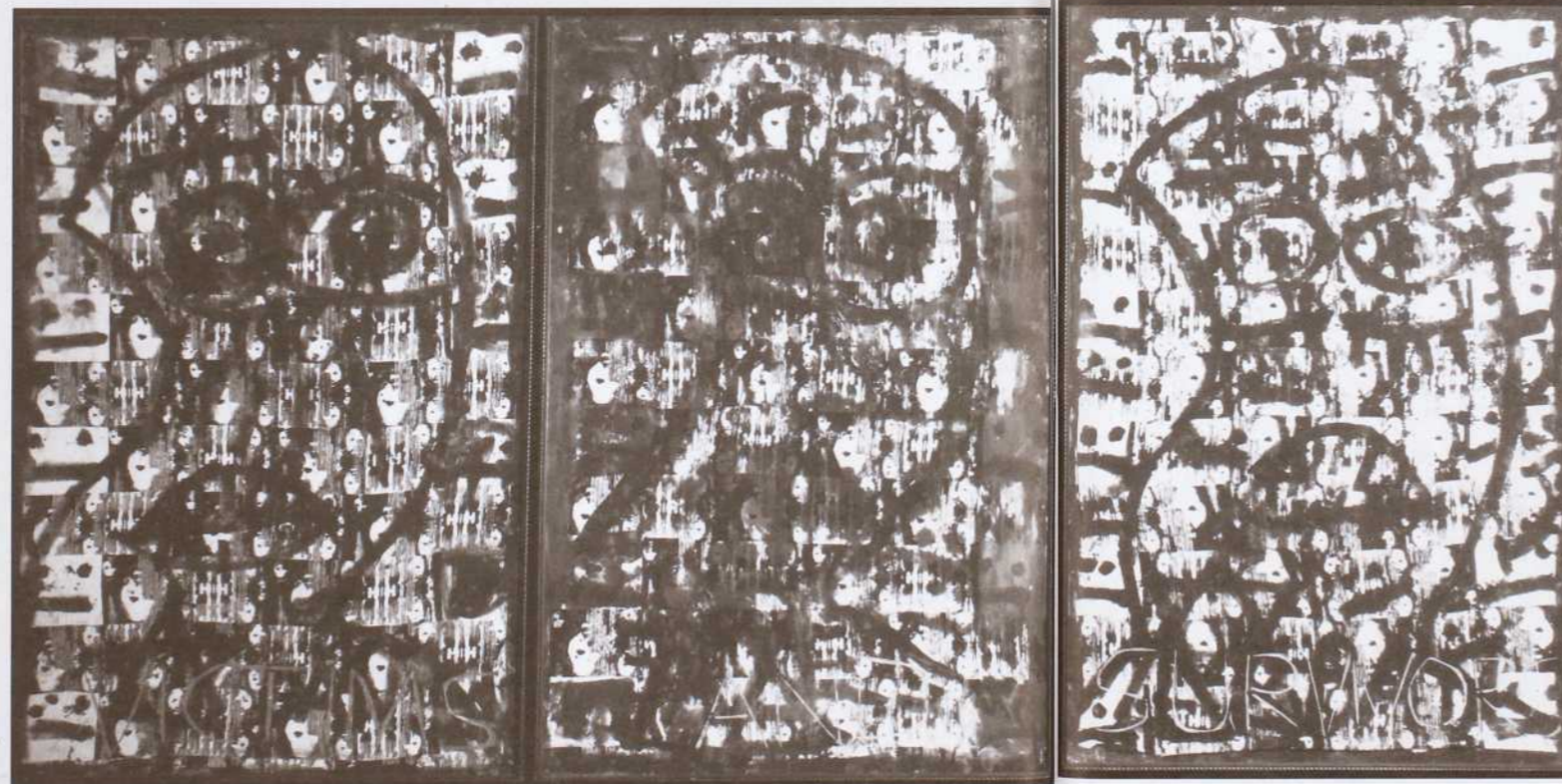
Bien sûr, la technoscience rend d'innombrables services. Elle rend possibles des interventions médicales de pointe, la confection de matériaux d'une résistance ou d'une flexibilité jamais atteinte. Elle déplace les limites du pouvoir humain. Ses innovations prennent place dans notre monde petit à petit, comme si de rien n'était. La seule exigence, comme allant de soi, étant de s'y adapter – progresser oblige. Or, la technoscience draine avec elle une manière de voir le monde et de s'y rapporter, de vivre et de s'organiser en société, dont la caractéristique principale est l'efficacité. Elle pose le monde comme un vaste champ d'intervention et fragmente la vie et la nature en une myriade de « choses » disparates, malléables et manipulables à souhait. Ainsi, l'eugénisme si répudié il n'y a pas si longtemps, dans sa version idéologique, se donne un air de respectabilité « scientifique » avec la connaissance du génome humain, permettant de maîtriser de plus en plus les caractéristiques d'un enfant à naître.

La technoscience est l'aboutissement d'un long processus de mainmise technique sur le monde – dans lequel s'inscrit le développement du capitalisme – sous l'emprise toujours plus grande de la raison instrumentale qui évacue toute question de sens et de finalité. Hannah Arendt a défini ce processus en termes d'aliénation du monde, dans *La condition de l'homme moderne*. L'être humain, toujours pris davantage dans l'activité technique et productive, en arrive à devenir « étranger au monde », à sa demeure qui est aussi sa « chair » pour reprendre une image de Merleau-Ponty. Il est amené à se replier sur lui-même, comme si les autres et le monde – habité de choses et d'êtres, de paroles et de rêves, de sensations, de symboles et d'imaginaire – ne le constituaient pas tout entier. L'expérience sensible du monde, avec son sentiment aigu d'appartenance, d'enracinement dans un lieu, dans une culture s'érousse, laissant de plus en plus la place à un pur rapport utilitaire, fonctionnel, soustrait au questionnement de sens, aux raisons de vivre, au souci du monde et d'autrui. Tout se résume à cette règle d'or : tout ce qui est réalisable doit être fait. Au point où l'être humain devient lui-même une « chose » manipulable.

Qu'importe si l'horizon de sens se rétrécit, les valeurs se pervertissent, l'accessoire évacue l'essentiel, la dignité est bafouée, le fossé entre les riches et les pauvres se creuse inexorablement, et que le pouvoir se renforce entre les mains d'une élite de plus en plus perverse.

Il est temps de se poser la question : cette conquête technique de la vie, telle qu'elle se déploie actuellement, est-elle chemin d'émancipation ou s'agit-il plutôt d'une servitude d'un nouveau genre à un système « technicien » pour qui l'humain est un facteur négligeable ?

Ce qui est certain, c'est qu'en laissant la technoscience conditionner notre quotidien et notre société d'une manière si désinvolte, sans jugement réflexif et critique, ni débats ni balises – comme si le fait de pouvoir faire une chose exonérait du devoir de décider si cette chose devait être faite ou pas –, nous ouvrons une véritable boîte de Pandore. Ce qu'il en sortira ne peut, à l'instar du mythe grec, que nous ramener violemment à la conscience de notre fragile humanité et de ses exigences de solidarité et de prudence. Avant d'être ainsi confrontés aux conséquences tragiques de cette fuite en avant, ne vaut-il pas mieux assumer d'ores et déjà notre responsabilité politique ? Cela ne pourra se faire sans orienter les formes de développement technologique de telle sorte qu'elles servent résolument le bien commun, ni sans établir clairement des normes contraignantes qui en assurent les limites et les conditions de possibilité.



Daniel Erban,  
*Victimes et survivants*,  
peinture (triptyque),  
60 x 120 pouces

« En face de la guerre des étoiles, il y a la faim, le manque d'eau, l'errance. Face à la "révolution informatique", il y a l'éducation gâchée, l'analphabétisme. Face à la "création" de nouvelles espèces biologiques, il y a la menace qui pèse sur celles qui existent déjà dans leur propre "savoir-vivre", leur propre genre. Face à l'affirmation du "tout est possible", il y a l'évidence sensible, morale, esthétique que tout ce qui compte existe déjà, sauf la justice entre les hommes. »

(MICHEL FREITAG, *L'OUBLI DE LA SOCIÉTÉ*)

# Un tournant de civilisation

La confusion entretenue entre science et technoscience contribue à livrer la société au seul impératif de l'efficacité et du profit.

**JEAN-FRANÇOIS FILION**

L'auteur est professeur au Département de sociologie de l'UQAM

**M**algré l'emprise croissante de la technoscience sur l'ensemble des activités humaines, la distinction entre celle-ci et la science proprement dite ne semble pas encore clairement prise en compte par les différents acteurs de la vie sociale. Par exemple, le traitement médiatique des inventions technoscientifiques se confond avec celui des découvertes scientifiques. Grosso modo, tout est considéré comme de la science, alors que la technoscience est un type de connaissance aux visées radicalement différentes.

Daniel Erban, *L'omelette de Renoir*, peinture, 32 x 40 pouces

## SCIENCE ET TECHNOSCIENCE

La science vise la découverte des lois universelles de la nature. Un tel objectif exige une autonomie du champ de la connaissance scientifique dégageant celui-ci de toute considération utilitaire, économique ou encore d'efficacité. L'histoire des sciences nous enseigne que cette autonomie s'est développée quand des sociétés ont adhéré aux idéaux de la raison universelle. C'est ainsi que dans la foulée des révolutions modernes, des institutions sociales vouées à la connaissance ont été érigées, notamment avec des systèmes éducatif et universitaire protégés et soutenus par des États démocratiques. Certes, l'histoire nous montre que l'idéal de la connaissance rationnelle et autonome demeure un projet plutôt qu'une réalité achevée. En effet, l'autonomie du chercheur ne va jamais de soi. Elle requiert des conditions matérielles et des garanties juridiques qui permettent de s'adonner à des expériences et à des échafaudages théoriques, en dépit du fait que les découvertes puissent parfois bouleverser des croyances et des préjugés socialement partagés. Parler de l'autonomie de la science présuppose que celle-ci ne soit pas considérée comme fusionnée à la technique, ni assujettie à des impératifs pratiques. Bien sûr, la science a toujours un rapport direct à la technique, spécifiquement à travers ses instruments de mesure. Mais celle-ci est subordonnée à la théorie. C'est là l'un des aspects essentiels qui est supprimé dans les technosciences.

Chez ces dernières, en effet, ce qui prime est le principe utilitariste : est-ce que ça marche? Est-ce que ça peut être source de profit? La visée de connaissance devient la résolution de problèmes particuliers d'ordre technique. Dès lors, les technosciences consistent à construire des savoirs appliqués dont la prétention est de mesurer et de prédire



les effets d'opérations humaines « contrôlées » dans un environnement naturel ou social perçu lui-même dans une optique technique. Elles évacuent comme non pertinentes les dimensions symboliques, culturelles et sociales tant de l'objet manipulé que du monde qui l'environne. L'idéal de connaissance désintéressée est alors délaissé pour celui d'efficacité, de maîtrise, d'amélioration ou de création de procédés de toute sorte suivant des buts particuliers.

En général, le chercheur technoscientifique est redevable à son pourvoyeur – entreprise ou gouvernement – qui exigera des rendements sur l'investissement dans la recherche. Les technosciences ne forment donc pas des activités autonomes; elles sont sous l'emprise directe d'in-

## Le porc hypophosphorique

**SIMON BEAUDOIN**

**D**es chercheurs de l'Université de Guelph en Ontario proposent, depuis 10 ans, de produire des porcs transgéniques brevetés, sous le nom d'EnviroPig<sup>MD</sup>, dont le fumier contiendrait moins de phosphore que celui des élevages conventionnels. En effet, l'alimentation des porcs est riche en phosphore – une matière indigeste pour ces animaux. Ceux-ci l'éliminent donc dans leur lisier. La solution? Modifier leur alimentation? Non! Créer plutôt des porcs transgéniques en introduisant dans leur code génétique un transgène contenant, notamment, un gène de souris et un gène de la bactérie *E.*

térêts politiques ou économiques qui s'arrogent, au nom de la propriété des fonds investis, le droit de juger de la pertinence ou non d'une connaissance. L'activité technoscientifique n'est supportée que lorsqu'elle produit des dividendes – qu'ils soient électoraux, militaires ou commerciaux. L'importance cruciale de la question des brevets témoigne de cette situation tout à fait étrangère à l'esprit scientifique.

### L'ENJEU CIVILISATIONNEL

L'avènement massif des technosciences, depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, doit susciter une réflexion critique dont la portée concerne rien de moins que l'avenir des sociétés. En effet, la crise écologique actuelle et le malaise causé par une augmentation de la technologie dans les sphères de la vie humaine constituent d'excellentes raisons pour amorcer une telle critique afin d'entrevoir une limitation et une orientation de l'activité technoscientifique. Mais le développement d'une telle perspective éthico-politique est voué à traverser un parcours semé d'embûches. D'emblée, le fait que la technoscience ait usurpé à la science moderne sa légitimité sociale rend difficile toute perspective de restriction à son égard. Ceux qui profitent de la confusion conceptuelle considèrent les critiques comme des atteintes à la raison et à la liberté, mues par un désir obscurantiste. C'est à l'encontre de cet argument bien ancré qu'il faut réitérer la distinction entre connaissance désintéressée et procédés de toute sorte suivant des buts particuliers – ce que les Grecs distinguaient par *theôria* et *technè*.

Ensuite, il faut avoir à l'esprit que, tout comme l'activité économique capitaliste, l'activité technoscientifique considère les normes culturelles et politiques comme autant d'obstacles à la « liberté » d'innover. Sa rationalité est affranchie de toute norme. Or, c'est le génie de l'idéologie

*coli*. Cette modification génétique rend possible la production, dans leurs glandes salivaires, d'une enzyme (une phytase recombinante). Cette dernière, une fois dans le système digestif, permet la digestion d'une partie du phosphore alimentaire pouvant ensuite être absorbé par les intestins, lesquels produiront environ 150 fois plus de phytase que les concentrations normalement utilisées en élevage conventionnel. On ignore toujours quels seraient les impacts d'une surabsorption de phosphore sur la santé de ces animaux et sur la nôtre...

Cet « Enviropig » a donc été créé avant même l'examen global des enjeux et des impacts potentiels de l'introduction d'animaux transgéniques en agriculture<sup>1</sup>. Par exemple,

1. Voir le texte de L. Vandelaet et S. Beaudoin dans *Porcherie! – La porciculture intempêtive au Québec*, Montréal, Écosociété, 2007, p. 254-276.

capitaliste d'occulter le lot de contraintes liberticides qui accompagnent ses impératifs d'innovation, d'adaptation et de performance évacuant toute question de sens et de rapport au monde. Ce nihilisme insidieux réalise une forme de darwinisme social qui promeut la survie des plus forts. Il y arrive en contraignant, d'une part, les « scientifiques » à innover pour s'adapter au marché des fonds de recherche et, d'autre part, en incitant l'ensemble des citoyens à surconsommer les produits des hautes technologies. Ainsi, les effets anxigènes de la perte de sens propre aux sociétés contemporaines tendent à être soulagés par les promesses de régler les problèmes sociaux et écologiques ainsi que de combattre les maladies, voire le « problème » de la mort.

Somme toute, la critique de la démesure technoscientifique fait face à l'optimisme aveugle de qui est convaincu que l'être humain saura toujours trouver une solution technoscientifique aux effets délétères que pourrait produire une nouvelle innovation. La candeur des promoteurs des technosciences se remarque dans leur manière de minimiser les risques et de surestimer la mainmise des comités d'éthique – qui font d'ailleurs souvent face au fait accompli d'une dernière invention réalisée à coups de millions de dollars.

La prise en compte de l'enjeu civilisationnel des technosciences consiste alors à entrevoir un rapport serein à leur égard, en évitant les extrêmes d'une nostalgie primitiviste ou ceux d'une technophilie fanatique. Elle implique également d'élaborer une éthique écologiste capable d'éviter politiquement la création d'un avenir « frankensteinien ». Cela peut se faire en réitérant l'importance, pour toute société, de conserver une connaissance réellement scientifique de la nature ainsi qu'une sagesse pratique orientant prudemment l'activité humaine au service du bien-être de la cité. ●

si l'on diminue les rejets de phosphore par tête de bétail tout en maintenant les normes d'épandage des lisiers (basées sur la concentration en phosphore), verra-t-on s'accroître la densité animale par unité de surface – exacerbant ainsi l'ensemble des impacts socio-environnementaux?

Ce porc transgénique – pensé en fonction de la concentration agro-industrielle – pourrait être un des premiers spécimens d'animaux transgéniques à être introduit dans le cycle agroalimentaire. Il risque d'affecter beaucoup plus largement les équilibres vitaux des écosystèmes et les équilibres socio-économiques des communautés que ne peut le faire le phosphore. Mangera-t-on bientôt du porc transgénique hypophosphorique? En janvier 2009, la Food and Drug Administration des États-Unis autorisait, pour la première fois au monde, la commercialisation de viande d'animaux transgéniques. Serons-nous les prochains?

L'auteur est doctorant en sciences de l'environnement et assistant de recherche au Centre de recherche interdisciplinaire sur la biologie, la santé, la société et l'environnement (CINBIOSE)

# Les dérives de la bio-industrie

Les technosciences sont aujourd'hui porteuses de promesses quasi mythologiques pour l'humanité. Il est urgent de développer notre vigilance critique et éthique.

**GILLES BIBEAU**

L'auteur est professeur au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal

Depuis deux décennies, nous assistons à une valorisation économique, sociale et culturelle sans précédent des sciences de la vie, des biotechnologies et de l'ingénierie génétique. L'intégration des technosciences dans les stratégies d'accumulation du capital n'est pas, il est vrai, une réalité inédite. L'intrication de la science, du politique et de l'économique a cependant pris des formes nouvelles ces dernières années, s'appuyant sur des promesses aux allures de mythes.

## UNE « GÉNOMYTHOLOGIE »

Toutes les branches des sciences biologiques appliquées (l'agriculture, le pharmaceutique, le biomédical) sont aujourd'hui marquées par les caractéristiques suivantes : 1) prééminence du langage de la biologie moléculaire et, plus particulièrement, de la génétique, chaque fois qu'il est question de parler de la vie; 2) domination des déclarations qui affirment le droit de la science contemporaine à continuer l'œuvre créatrice en intervenant éventuellement sur le génome des formes de vie; 3) optimisme des discours dans lesquels on soutient que les modifications des génomes des plantes, des animaux, voire des humains, profiteront à l'humanité de mille manières – notamment en aidant à solutionner les problèmes de famine à travers le monde.

La bio-industrie a inventé une nouvelle « génomythologie » qui est principalement mise au service des intérêts commerciaux. Celle-ci est reprise, sans véritable critique, par les médias qui créent de folles attentes dans les populations – y compris chez les décideurs politiques.

La médecine de demain sera fondée, prophétise-t-on, sur la connaissance du génotype (l'ensemble de tous les gènes d'un individu) qui permettra d'attaquer les maladies d'une personne à leur source, de prédire ses maladies futures et d'ajuster les médicaments à son profil génétique. En réalité, cette médecine prédictive risque d'oublier que la qualité de vie, de l'alimentation et de l'environnement sont aussi des facteurs majeurs à l'œuvre dans la genèse des maladies.

Parallèlement à cela, les lois sur les brevets s'étendent au point de couvrir l'ensemble des éléments (gènes, cellules,

tissus, etc.) dont la vie est faite. Ces lois transforment, sous l'impulsion même de l'Organisation mondiale du commerce, nos conceptions légales de la propriété, de l'invention, de la découverte et de la vie elle-même. Tout cela se fait sans que les bioéthiciens n'arrivent à soulever les vraies questions, empêtrés qu'ils sont dans des discussions souvent futiles autour, par exemple, du respect de la vie privée ou des règles de confidentialité. Leur réflexion devrait se situer, me semble-t-il, à un niveau plus fondamental et porter sur la vie elle-même qui est en train d'être « corrigée », « améliorée » et « refaite » sous nos yeux.

Il est donc urgent de déconstruire cette « génomythologie », de réenraciner la génétique dans la complexité de la biologie moléculaire plus que dans la performance technique et de dénoncer ce détournement commis par les partisans de la géno-industrie.

## COURTE VUE ET AVEUGLEMENT

Dans ce contexte, on se serait attendu aussi à ce que les débats théoriques s'intensifient. On aurait espéré que les champions du déterminisme génétique reculent devant les arguments des critiques du réductionnisme.

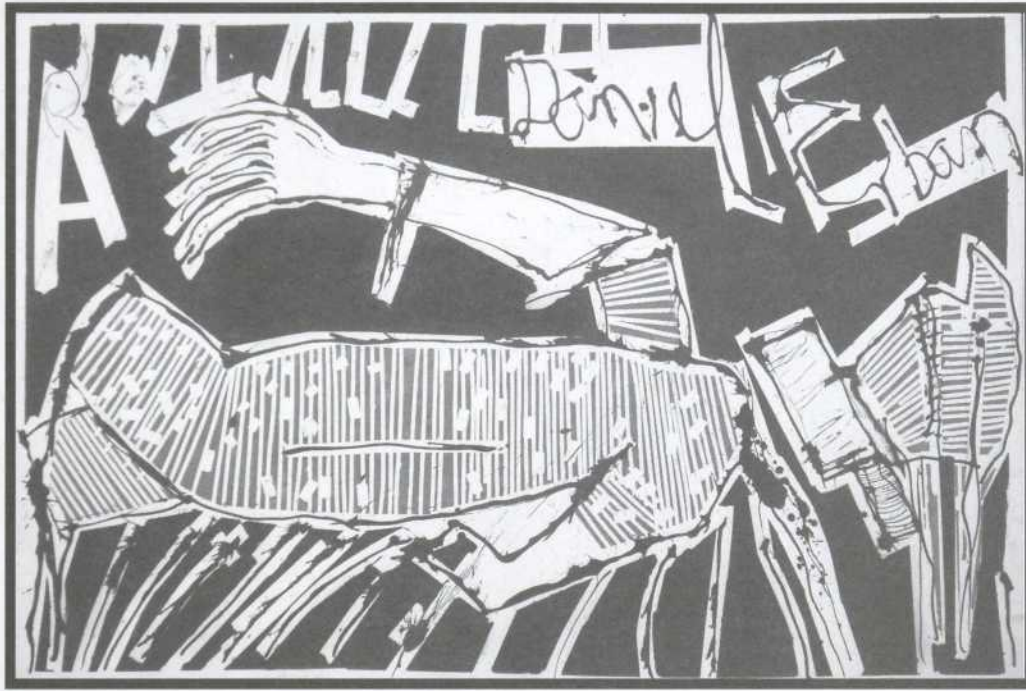
Que le triomphalisme facile et la rhétorique des partisans de l'ingénierie génétique s'atténuent. Que ceux qui croient que le génome n'est rien d'autre qu'un programme informatique discutent avec ceux et celles qui pensent plutôt que la vie fonctionne comme une langue... Or, il n'en est rien. Ceux qui pensent que la biologie moléculaire est plus complexe que toutes les langues du monde et qu'elle possède donc une « syntaxe » d'une

colossale richesse qui permet aux humains de produire une infinité de possibilités sans jamais être totalement déterminées à l'avance sont marginalisés.

Quelques débats se font, il est vrai, dans les départements universitaires de sciences biologiques. Mais en dehors des murs de l'université, dans les laboratoires et dans les industries qui travaillent à la production des organismes génétiquement modifiés (OGM) – là où les choses comptent vraiment – on poursuit la formation de chimères. On oublie qu'en créant de supervariétés de plantes ou d'animaux, on fragilise la vie. En effet, on fait diminuer ainsi le nombre de variétés existantes, au risque d'anéantir entièrement certaines espèces si de puissants prédateurs s'attaquent un jour à ces variétés issues du génie génétique. Et, surtout, on va à l'encontre de la loi primordiale de la vie qui consiste à créer toujours plus de différence au sein de la nature en s'ajustant à la pluralité des environnements.

Moins de 5 ans après le décryptage du génome humain, nous pouvons affirmer que la révolution des techno-

On va à l'encontre de la loi primordiale de la vie qui consiste à créer toujours plus de différence au sein de la nature en s'ajustant à la pluralité des environnements.



Daniel Erban, *Au nom de la science*, peinture, 40 x 60 pouces

sciences est entrée dans une phase post-génomique, en s'engageant dans de nouvelles expériences sur les cellules souches et sur l'ingénierie des tissus. En même temps, elle s'investit de plus en plus dans le champ du bioterrorisme. On peut craindre que les questions spécifiques soulevées par cette nouvelle orientation des travaux contribueront à occulter encore davantage, si cela se peut, tout ce qui touche aux OGM. Le débat qui n'a pas encore eu lieu risque cette fois d'être bel et bien enterré. La courte vue des uns et l'aveuglement des autres profiteront à la bio-industrie. La science avance, nous dit-on, et le public n'a qu'à suivre!

### CRITIQUER L'IDÉOLOGIE BIOPOLITIQUE

Le concept de « biopolitique », inventé par Michel Foucault, me semble acquérir une signification nouvelle dans ce contexte<sup>1</sup>. Il est urgent que les spécialistes des sciences sociales et humaines dénoncent l'empire du gène, ses techniques invasives de réingénierie de la nature, sa complicité avec la bio-industrie, son lobbying auprès des gouvernements.

L'idéologie biopolitique, sur laquelle s'appuie la promotion des OGM, sert de justification aux entreprises biotechnologiques pour qui la recherche des profits est plus importante que la protection de la vie. Cette idéologie occulte le fait que la meilleure façon d'assurer l'avenir de la vie consiste à se préoccuper de toutes les formes de vie, de leur fragilité et de leur caractère destructible. Elle occulte aussi le fait que notre savoir et nos capacités techniques exigent plus que jamais notre respect de la biodiversité et notre responsabilité à l'égard de l'être humain et de toutes les espèces vivantes.

En Chine et en Inde, la bio-industrie prétend pouvoir nourrir mieux des millions de personnes grâce aux prouesses du génie génétique. Les généticiens chinois travaillent actuellement, dans des centres de recherche

gouvernementaux, sur le génome de plus de 50 espèces de plantes – parmi lesquelles plusieurs entrent dans la chaîne alimentaire. Parmi ces plantes génétiquement modifiées, on trouve une variété de riz qui est soumise, depuis quelques années, à des essais en pleine nature – avec les risques de disséminations que cela comporte. Les scientifiques des laboratoires agro-alimentaires, soutenus par le gouvernement de l'Inde, sont en train de développer au moins 22 aliments génétiquement modifiés – allant du riz aux pommes de terre riches en protéines et aux noix à partir desquelles on fabrique l'huile végétale. Ces noix génétiquement modifiées sont en cours d'expérimentation dans les champs des paysans indiens et il est envisagé de les exporter prochainement vers l'Afrique du Sud et le Kenya.

On semble oublier la principale leçon que l'économiste indien Amartya Sen nous a enseignée: le vrai problème alimentaire n'est pas un manque de nourriture, mais le manque de moyens pour pouvoir acheter la nourriture disponible<sup>2</sup>. Durant la famine de Calcutta, que Sen a étudiée, les gens sont morts de faim devant des entrepôts pleins jusqu'à déborder de nourriture: c'est d'argent dont les affamés manquaient pour pouvoir se payer ce dont ils avaient besoin. C'est la richesse collective qui doit être mieux distribuée si l'on veut vraiment solutionner le problème de la malnutrition et de la famine. Ce n'est certainement pas en modifiant les génomes des plantes et des animaux que l'accès équitable à la nourriture pour tous sera amélioré.

Devant toutes ces dérives, il est urgent que nous nous posions les questions suivantes: comment peut-on assumer, en tant que citoyen, une vraie posture critique face à la coalition des industriels, des politiciens et des scientifiques qui nous disent vouloir mettre le nouveau savoir au service de la société? Comment faire contrepoids à tous ces experts qui décident pour nous et parlent à notre place? Il est urgent de développer notre vigilance critique et éthique. ●

1. Ce concept réfère à une forme de pouvoir qui porte non plus sur les territoires, mais plutôt sur la vie et le corps des gens.

2. L'ONU affirme d'ailleurs la même chose.

## Biométrie et démocratie

PIERROT PÉLADEAU

L'auteur est chercheur invité à l'organisme communautaire Communautique

Une des branches de la biométrie est l'anthropométrie automatique, fille des mathématiques et de l'ingénierie. Une première lignée mathématique remonte au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'application des calculs statistiques et de probabilités à la mesure du corps humain. Naît alors l'anthropométrie. Cette féconde discipline contribuera à des domaines aussi divers que la médecine, le signalement criminel, le design industriel ou le sport. Aujourd'hui, nous sommes encore fœtus lorsque nous subissons notre premier examen anthropométrique par échographie.

L'informatique ayant ouvert la voie à l'analyse automatique des caractéristiques biologiques des corps humains, l'anthropométrie engendre une nouvelle discipline associant cette fois l'ingénierie aux mathématiques. D'importants investissements publics et de capital de risque en recherche et développement font émerger un nouveau secteur industriel.

Cette nouvelle technoscience reprend l'appellation générique de la science de la mesure du vivant – biométrie – plus simple et historiquement moins chargée qu'anthropométrie. Car cette dernière a connu quelques dérives pseudoscientifiques, certaines bénignes, telle la phrénologie (étude des caractères d'après la forme du crâne), mais d'autres carrément monstrueuses, telle la justification de thèses eugénistes et racistes qui débouchèrent sur les génocides nazis.

L'anthropométrie automatique se divise actuellement en deux grands sous-domaines. La biométrie physiologique s'intéresse à la géométrie : formes des visages, des mains, de la peau des doigts, de l'iris, des rétines, etc. Ses applications portent surtout sur l'identification. Par exemple, l'ordinateur portable sur lequel ce texte est écrit porte un lecteur d'empreintes digitales qui évite, en public, le dévoilement de codes d'accès. Le programme CANPASS recourt à la lecture de l'iris pour accélérer le passage aux douanes canadiennes; comme NEXUS, pour la frontière canado-étasunienne.

La biométrie comportementale s'intéresse, quant à elle, aux mouvements : utilisation du clavier, démarche, manière de parler. On développe, par exemple, des applications visant à maintenir l'autonomie d'une personne âgée ou fragile. Des automates avertissent de tout signe de malaise potentiellement dangereux, souvent avant que la personne même en ait conscience, et communiquent avec un service d'assistance au besoin. Un autre sous-domaine émergent, la mesure des odeurs corporelles, pourrait également servir à de telles applications.

En fait, ce mariage entre anthropométrie et informatique promet une profusion de propositions des plus disparates. Rappelons que la mathématique décrit précisément les dis-

positifs informatiques comme des « machines universelles », pouvant exécuter toute suite d'instructions imaginable par un cerveau humain – donc capables du pire comme du meilleur. Ainsi, ont été conçus des systèmes de reconnaissance du visage qui, intégrés aux milliers de caméras de surveillance installées à Londres, permettraient d'identifier et de suivre à la trace tout piéton. Inversement, il existe des systèmes de reconnaissance du doigt ou de la rétine qui garantissent ou bien le complet anonymat de l'individu (en ne générant aucune identification) ou bien lui donnent le contrôle total sur la circulation de données à son sujet (en générant des identifiants différents pour chaque transaction, qui ne peuvent être retracés que par l'individu lui-même).

Ces trois exemples révèlent que l'usage de l'informatique appliquée aux relations humaines a souvent des implications législatives. Une fois inscrite dans le ventre de machines, les instructions deviennent normes universelles et s'exécutent indistinctement envers tous, et d'autant plus efficacement qu'elles le font de manière automatique. Le premier exemple, liberticide, imposerait la surveillance de tout individu dans les espaces publics. Les deux autres, émancipateurs, permettent respectivement l'authentification anonyme et la protection contre les couplages de fichiers informatiques. Dès lors, la décision de recourir à une application biométrique – ou simplement informatique – avec tel et tel effet législatif, et celle de retenir un design particulier parmi tous ceux possibles doivent apparaître comme politiques. En démocratie, l'obligation de se soumettre à la législation présuppose les droits de savoir et d'avoir son mot à dire.

Ce droit de savoir doit inclure une culture de compréhension des rôles sociaux de l'information et de l'informatique ainsi que la connaissance de l'éventail des options disponibles et des différents points de vue sur les questions que celles-ci soulèvent.

Quant au droit d'avoir son mot à dire, il doit s'appliquer non seulement aux décisions des autorités publiques, mais également à celles des fournisseurs privés de systèmes biométriques s'imposant à tous (Internet, paiements bancaires, réservations aériennes) ainsi qu'aux universités et au marché (qui orientent la recherche et le développement des futures solutions offertes).

Si ces décisions sont définies comme « techniques », elles sont abandonnées aux technocrates et fournisseurs et plus bas soumissionnaires qui proposent la solution, ne laissant aux citoyens d'autres rôles que de payer pour celle-ci et de subir les obligations qu'elle impose.

La démocratie est la seule option permettant à la société d'assimiler ses propres capacités techniques... tout en demeurant démocratique.

# Le Canada vendu à la techno-économie

Dans le présent contexte de crise, exiger que les gouvernements assument pleinement leur rôle de préservation et de protection de la santé, de l'environnement et du bien commun constitue un chantier démocratique essentiel.

**LOUISE VANDELAC ET MARIE-HÉLÈNE BACON**

La triple crise écologique, économique et socio-culturelle laisse entrevoir le déclin de l'actuel capitalisme aux accents si profondément suicidaires. Se profile alors l'exigence d'une tout autre économie, respectant les capacités de régénération des êtres et des milieux de vie. Cependant, comme la croissance économique carbure aux technosciences, la possibilité même d'ouvrir un avenir commun dépend également de notre capacité à repenser les rapports entre la technoscience, l'économie, l'État et la société.

Certes, l'ampleur de la crise écologique montre à l'évidence que les prétentions des technosciences de tout maîtriser cèdent désormais le pas à leurs échecs et à leurs effets pervers. Néanmoins, les technosciences s'annoncent indispensables pour freiner ou atténuer les impacts de ces crises écologiques, économiques et socioculturelles, mais à trois conditions au moins. D'abord celle d'échapper au simplisme du *technological fix*, prétendant que les technosciences peuvent tout résoudre, y compris les problèmes les plus mal posés. À condition, ensuite, d'échapper au réductionnisme d'une économie technoscientifique où tout, vraiment tout, allant du corps individuel et social jusqu'au corps de la pensée, ne serait plus que de simples flux de données dédiées à un vaste jeu de remodelage cybernétique, génétique et nanotechnologique des êtres et du monde... À condition, enfin, que les technosciences, d'une puissance opératoire inégalée, et stimulées par des décennies de néolibéralisme et de déréglementation échevelée – au point d'avoir été haussées au rang de moteurs économiques de nos sociétés –, puissent faire l'objet de contre-discours et de contre-pouvoirs effectifs, afin d'éviter que ces étonnants moteurs ne prennent le volant et ne prétendent nous indiquer la route...

Or, comment repenser l'économie technoscientifique, cette étrange figure de Janus, fascinante et inquiétante, porteuse du meilleur comme du pire, quand elle nous habite entre « la chair et l'os »? Déjà présente au creux de notre intimité et au cœur de nos liens sociaux, elle nous enserme dans sa convergence allant des technologies de l'information aux biotechnologies et des neurosciences aux nanotechnologies. Bref, cette « techno-économie » modèle, voire

transfigure ce monde dont nous sommes à la fois les consommateurs ébahis, les bailleurs de fonds muets, les cobayes, les otages et les « ramasse-pots-cassés ». Dans ce contexte, la nécessité d'en repenser le sens, d'en revoir les paramètres et de les faire entrer en démocratie devient vitale, ce qui exige d'abord d'interpeller les pouvoirs publics.

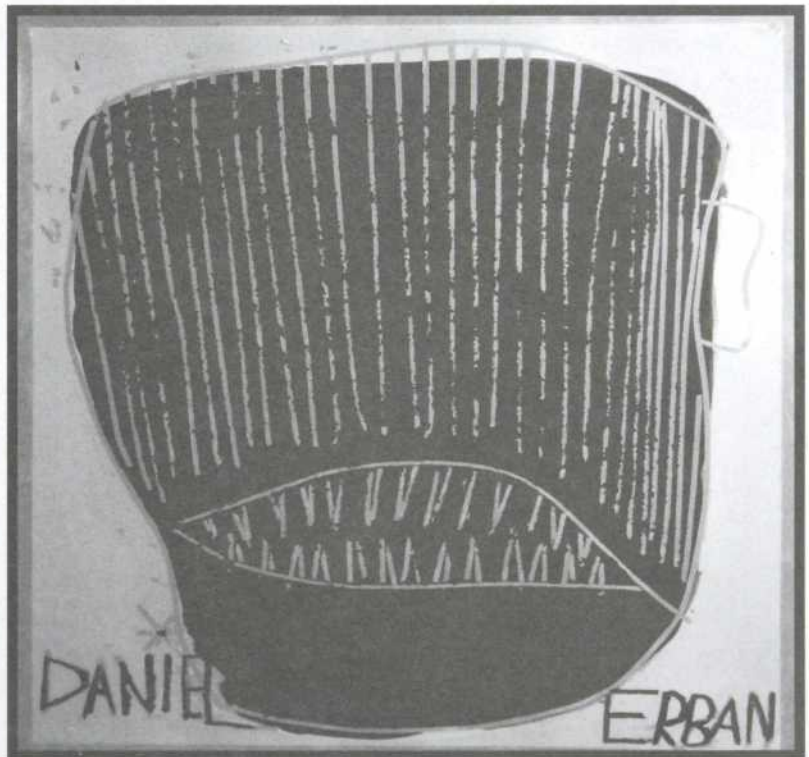
## L'INFÉODATION AU MARCHÉ

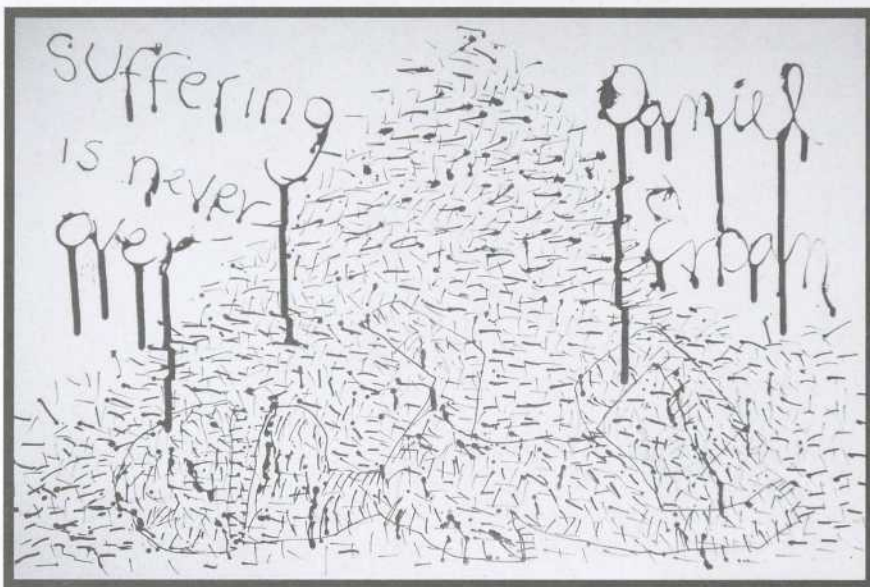
Les technosciences étant polysémiques à souhait, nous nous contenterons de ne cibler qu'un seul volet du secteur des biotechnologies, celui des technosciences du vivant – nous limitant à certaines applications de la transgénèse, transformation sociotechnique et économique radicale des processus de génération des plantes et des animaux. Nous le ferons en n'évoquant que certaines lignes de force marquant l'inféodation croissante des technosciences au marché avec l'aval des pouvoirs publics à ce processus.

Prenons donc le cas des cultures transgéniques et brevetées de soja, de maïs et de canola. Ces plantes, très largement sous le contrôle d'une seule firme, Monsanto, représentent la vaste majorité des organismes génétiquement modifiés (OGM) alimentaires commercialisés. Or, ce dispositif d'appropriation privée inégalée de la base alimentaire mondiale est en parfaite contradiction avec la sécurité et la souveraineté alimentaires, de même qu'avec

Les auteures sont respectivement professeure à l'Institut des sciences de l'environnement et au Département de sociologie de l'UQAM, et doctorante au Département de sociologie de l'UQAM

Daniel Erban,  
*Tête de pierre*, peinture,  
32 x 40 pouces





Daniel Erban, *Souffrir n'est jamais fini*, peinture, 40 x 60 pouces

la protection du bien commun et de la biodiversité dont les États devraient, en principe, être les garants.

Il en est de même avec les effets de contamination génétique des cultures transgéniques qui balayent toute culture biologique de régions entières, tout en imputant les frais aux agriculteurs et aux contribuables – bafouant alors les principes élémentaires de protection de l'environnement et de justice environnementale.

Quant aux impacts sur la santé, rappelons que les OGM sont à 99 % des plantes-pesticides qui secrètent leur propre

insecticide ou qui, pour les trois quarts d'entre-elles, sont conçues pour ne pas mourir en présence massive d'herbicide – notamment le Roundup® de Monsanto. L'évaluation rigoureuse de ce caractère pesticide devrait aller de soi, et d'autant plus pour le Roundup®, l'herbicide le plus vendu au monde, dont les effets suspectés de perturbation endocrinienne devraient presser les autorités publiques d'agir.

Cela exige toutefois que l'ensemble des politiques publiques dans le domaine soient profondément revues et améliorées. Rappelons en effet qu'à la faveur des pressions pour accélérer la mise en marché des OGM, c'est le processus même d'évaluation et d'encadrement scientifique qui a été érodé, voire perverti. Avec tous les risques qui en découlent, comme en témoignent notamment *Le monde selon Monsanto* de Marie-Monique Robin et *Corrompu jusqu'à la moelle* de Shiv Chopra à propos de Santé Canada.

Pour entreprendre un tel chantier, encore faut-il d'abord examiner les dimensions économiques qui constituent la pierre angulaire du développement de ce volet des technologies du vivant. Or, on ne peut en rendre compte sans examiner les données statistiques et les politiques publiques qui englobent tout le secteur des biotechnologies – incluant, outre l'agriculture et l'environnement, la santé et le pharmaceutique où se concentrent d'ailleurs l'essentiel des dépenses en recherche et développement (R&D).

## Le Forum mondial sciences et démocratie

CÉCILE SABOURIN

L'auteure est présidente de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU)

Le Forum mondial sciences et démocratie (FMSD) est né de la volonté d'accueillir les scientifiques dans les forums sociaux mondiaux (FSM). En dépit du fait que les sciences, en particulier les technosciences, façonnent les sociétés modernes, les représentants des organisations scientifiques et universitaires ont jusqu'à maintenant peu participé aux FSM. C'est le plus souvent à titre individuel que certains d'entre eux y ont pris part. Afin de remédier à cette situation, quelques organisations ont pris l'initiative de tenir le FMSD les 26 et 27 janvier 2009, à la veille du Forum social mondial de Belém.

Il s'agissait principalement d'établir un premier dialogue d'envergure internationale entre les scientifiques et la société civile, entre ceux que l'on associe généralement à la production et à la transmission des connaissances et ceux que l'on considère comme des utilisateurs. Cette dichotomie réductrice fait d'ailleurs bondir les personnes qui exigent une plus grande démocratisation des sciences.

Près de deux cents personnes étaient présentes, des représentants d'organisations citoyennes, d'associations professionnelles et syndicales, voire d'organisations mixtes provenant de 18 pays aussi différents que l'Inde, le Brésil, la France et le Canada. Démontrant la complexité des enjeux et des défis à relever pour établir une vraie collaboration, les nombreux échanges et débats ont permis aux participants de dégager les consensus présentés lors de l'Assemblée des assemblées du FSM.

Le premier consensus réside dans l'affirmation que les connaissances – incluant la science – constituent le patrimoine commun de l'humanité. L'accroissement de ce patrimoine a représenté le plus grand accomplissement de l'histoire humaine. Le préserver et le rendre accessible à tous représentent le défi principal du nouveau réseau « sciences et démocratie », qui veut du même souffle promouvoir des modes de production des connaissances qui soient émancipatoires et favorisent l'avancement des sociétés. On identifie clairement l'atteinte du bien commun comme guide dans le choix des régimes et conditions encadrant le développement de la recherche. Dans cette veine, les participants rejettent l'idée que les connaissances puissent être acquises et utilisées principalement par de grandes entreprises avides de profits. Ils sont préoccupés par le fait que les pays et les institutions scientifiques dis-

## UNE AFFAIRE DE GROS SOUS

Dans sa Stratégie nationale des sciences et de la technologie de 2007, le gouvernement canadien, réitérant ses positions de 1998, faisait des technosciences – et notamment des biotechnologies – un véritable fer de lance économique. Au nom de la productivité et de la compétitivité, il a multiplié les mesures administratives et réglementaires, économiques et fiscales, visant à encourager la R&D en biotechnologie et à accélérer la mise en marché des produits qui en sont issus, quitte à alléger leur évaluation scientifique et à négliger leurs impacts potentiels sur la santé et l'environnement.

Pas étonnant qu'au début des années 2000, le Canada se hissait au troisième rang des pays de l'OCDE pour le nombre d'entreprises en biotechnologie par millions d'habitants et pour l'importance des investissements en capital de risque en biotechnologie. Bien qu'en 2005, les trois quarts de ces entreprises comptaient moins de 50 employés, elles assuraient cependant l'essentiel de la R&D avec des investissements de 495 millions de dollars – comparativement à 293 millions de dollars pour les 10 % de grandes entreprises. Néanmoins, ces dernières – pour plus de la moitié sous contrôle étranger – réalisaient 67 % des revenus en biotechnologie. Leurs profits déclarés étaient sept fois supérieurs à ceux des petites entreprises – soit 2567 millions de

Les recherches sur le bien-fondé, les enjeux et les impacts des développements biotechnologiques demeurent les parents pauvres de ces orientations gouvernementales.

posent chacun de systèmes de production et de diffusion des connaissances, favorisant habituellement l'appropriation privée – propriété intellectuelle, brevets, etc. – et limitant l'accès aux découvertes scientifiques et aux savoirs traditionnels. Tous s'entendent ainsi sur la nécessité de contrer cette privatisation par la mise en place de mécanismes de partage.

Par ailleurs, la recherche, plus que jamais reliée aux technosciences, a de l'avis général contribué à l'émergence des crises environnementales, économiques, alimentaires ainsi qu'à l'essor des industries de guerre. De ce fait, comment pourrait-elle, comme persistent à le croire autant de scientifiques et de citoyens, résoudre des problèmes qu'elle a elle-même engendrés? À cet égard, la plus grande vigilance s'impose.

La question des valeurs propres à la communauté scientifique et ancrées dans son histoire et sa culture n'a pas échappé aux discussions. Le caractère universel de la science, l'autonomie, la liberté de recherche et l'exercice de la responsabilité sociale permettent, en théorie, aux chercheurs l'exercice de leur jugement critique et une ouverture sur le monde et sur les diversités culturelles et sociales contemporaines. Mais dans quelle mesure ces valeurs leur permettent-elles, dans les faits, d'échapper aux pressions de la globalisation capitaliste et aux dérapages?

dollars contre 366 millions. La même année, elles récoltaient 81 des 212 millions de dollars accordés en crédits d'impôts et en remboursements pour la R&D effectuée au Canada. En outre, le gouvernement fédéral se permet d'annoncer des mesures fiscales qui, d'ici 2012, diminueront son taux d'imposition des sociétés de 19 % à 15 %. Au sein des pays du G7, il s'agira du plus bas taux d'imposition prévu par la loi et du plus faible taux global d'imposition des nouveaux investissements des entreprises d'ici 2010.

Ainsi, la recherche au Canada est surtout menée par de petites entreprises, des universités ou des laboratoires publics, alors que le développement et la mise en marché, à la suite de partenariats ou d'acquisitions, sont largement aux mains de quelques grandes entreprises. Quant aux brevets en biotechnologie (ce douteux indicateur gouvernemental de l'innovation), le Canada ne possédait, en 2005, que 3,2 % des brevets détenus par les pays de l'OCDE – alors que les États-Unis en détenaient 40,6 %. Cette question des brevets témoigne, certes, de la fuite d'investissements canadiens au profit d'entreprises sous contrôle étranger – à travers la commercialisation de produits de la recherche. Elle témoigne surtout du redoutable mouvement d'appropriation, par quelques firmes, des sources de l'alimentation mondiale et de l'accès aux soins.

Confrontés à la nécessité d'obtenir des fonds pour poursuivre leurs recherches dans des contextes où la compétition est vive et les critères – thèmes ciblés, équipes, partenariats avec le privé, etc. – toujours plus contraignants, plusieurs scientifiques se voient forcés à des compromis. Ces exigences inspirées par le secteur privé et intégrées aux politiques gouvernementales accroissent la vulnérabilité des scientifiques et fragilisent l'intégrité de la recherche.

Étant d'avis que le bien commun et la vie humaine doivent être les valeurs centrales des pratiques de recherche, plusieurs considèrent qu'une alliance avec la société civile et l'instauration de processus décisionnels démocratiques sont essentielles pour contrer la mainmise des pouvoirs corporatifs privés, militaires et étatiques, voire des religions, sur la production et la diffusion des connaissances scientifiques et technologiques. Ce sont eux qui dictent actuellement les priorités en matière de recherche et d'innovation. Les enjeux et la tâche sont immenses. Pour donner toute sa force à ce réseau prometteur voué à la démocratisation des savoirs, il faut maintenant en préciser les priorités, développer davantage une culture commune et l'élargir aux plans géographique et disciplinaire. Consulter : <<http://fm-sciences.org>>.

## L'AFFAIBLISSEMENT DES CONTRÔLES

On pourrait se réjouir que le gouvernement canadien ait consacré (selon Statistique Canada) 9 % de ses dépenses en science et technologie en 2007-2008. Cela représente plus de 921 millions de dollars en recherche en biotechnologie, dont 80 % dédiés à des organismes de recherche – une hausse de 18 % en 4 ans. Toutefois, les recherches sur le bien-fondé, les enjeux et les impacts des développements biotechnologiques demeurent les parents pauvres de ces orientations gouvernementales. Les principaux organismes fédéraux chargés de l'évaluation des produits biotechnologiques et de la protection de la santé et de l'environnement n'ont en effet récolté qu'un maigre 3,15 % des sommes allouées – alors que le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada n'a reçu que 0,4 %.

Pourtant, avec ses 7,6 millions d'hectares de cultures commerciales transgéniques, le Canada était le quatrième producteur mondial d'OGM, en 2008. De 2003 à 2005, la R&D biotechnologique en agriculture et en transformation alimentaire est passée de 89 à 166 millions de dollars – alors que les produits mis en marché ont doublé. En 2005, le Canada avait déjà enregistré 2438 produits issus des biotechnologies – une hausse de 28 % depuis 1997. Il arrive également bon premier parmi les pays de l'OCDE avec 36,2 essais en champs de plantes transgéniques par million d'habitants (2002-2004), loin devant les États-Unis – deuxième, avec 12 essais.

Compte tenu des risques pour l'environnement et la santé qui y sont associés, on aurait été en droit de s'attendre à des investissements fédéraux substantiels dans les organismes d'évaluation et de protection fédéraux. Or, il n'en est rien! Toujours selon Statistique Canada, entre 2003-2004 et 2007-2008, si les fonds de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), alloués aux activités de biotechnologie, dont elle est une ardente collaboratrice, ont augmenté de 30 %, les fonds de Santé Canada ont diminué, pour leur part, de 24,6 %. Et ceux d'Environnement Canada ont été amputés de 72 %!

Le gouvernement canadien multiplie donc les encouragements financiers et fiscaux pour les entreprises engagées en R&D et notamment les grandes firmes sous contrôle étranger. Mais, du même souffle, il pratique aussi les coupes sombres, les jeux de portes tournantes entre ministères et entreprises, les étonnantes nominations à des postes-clés et les tentatives répétées de changer la mission et les objectifs des organismes de contrôle publics. Et alors que tous les sondages soulignent que 85 à 90 % de la population réclame l'étiquetage des OGM, le gouvernement poursuit sa stratégie d'allègement réglementaire – prétendument mieux adaptée aux « impératifs » économiques...

C'est ainsi que dans la foulée du gouvernement américain, le Canada a adopté le paradoxal principe « d'équivalence en substance » comme élément-clé de son cadre réglementaire pour les produits issus du génie génétique. Ce principe postule que ces nouveaux produits sont suffisamment différents pour mériter d'être brevetés, mais pas suffisamment différents pour faire l'objet d'analyses approfondies – réduisant ainsi considérablement leurs coûts d'évaluation pour les firmes tout en accélérant leur mise en marché et, donc, leurs retours sur investissements.

## DANGEREUX MÉLANGE DES GENRES

Poussant désormais la même logique un cran plus loin, la révision fédérale des directives sur la réglementation visait, en 2007, au nom de « l'amélioration de son rendement en matière de réglementation », à forcer les organismes fédéraux à assumer – dans un étonnant mélange des genres – la protection de la santé, de l'environnement et de l'économie... Ainsi, l'ACIA doit désormais s'assurer que ses activités stimulent une croissance économique forte, garantissent un marché équitable et sécurisé ainsi que la prospérité du pays grâce au commerce international!

L'imposition de tels objectifs économiques aux organismes de contrôle canadiens vient consacrer et accentuer ces tendances à favoriser des pratiques axées notamment sur l'analyse des coûts et avantages; la gestion des risques; le transfert de l'évaluation de pré-commercialisation à la surveillance post-commercialisation; l'information des consommateurs et l'acceptation sans évaluation des produits homologués aux États-Unis.

Ces mesures, enrobées dans une telle langue de coton, sont susceptibles de passer inaperçues auprès des non-initiés. Elles risquent pourtant d'affaiblir – si ce n'est d'anéantir – toute velléité d'indépendance des mécanismes canadiens d'évaluation, de réglementation et de suivi, faisant alors porter tous les risques à la population. D'ailleurs, n'eût été de la rigueur de certains scientifiques qui s'y sont fermement opposés, nos vaches seraient déjà dopées à l'hormone de croissance bovine et notre lait en contiendrait aussi, alors que les grandes plaines du Canada seraient probablement déjà envahies par le blé transgénique.

Dénouer l'enchevêtrement des liens entre économie, technosciences et société pour faire entrer les technosciences en démocratie s'avère donc plus essentiel que jamais – notamment pour préserver la pureté du blé et le goût du lait, ce qui est sans doute aussi vital qu'une révolution pour le pain et les roses... ●

Dénouer l'enchevêtrement des liens entre économie, technosciences et société pour faire entrer les technosciences en démocratie s'avère plus essentiel que jamais.

# Gare aux nanotechnologies

Littéralement fascinés par les nanotechnologies, nos gouvernements sacrifient la prudence la plus élémentaire face aux risques majeurs posés par ces nouvelles découvertes. L'ensemble de la société doit se saisir de ces enjeux.

ÉRIC DARIER

« On n'arrête pas le progrès! » Avec l'avènement des technosciences, il est indéniable que cette attitude éternellement optimiste continue de caractériser grandement notre époque. Prenons comme exemple l'un des tout derniers objets de fascination de la technoscience : les nanotechnologies.

Ces nouvelles technologies sont celles de l'infiniment petit (0,000 000 001 mètre ou 1 million de nanomètres par millimètre). En comparaison, un cheveu mesure environ 80 000 nanomètres (nm), un virus 150 nm, un morceau d'ADN 2 nm, un tube de carbone 1,4 nm et un atome 0,1 nm. Les nanotechnologies permettent la production, atome par atome ou molécule par molécule, de nouveaux produits et substances. Leurs applications peuvent potentiellement se retrouver partout et notamment dans l'électronique, les produits cosmétiques, les crèmes solaires, les médicaments, les peintures, les vêtements, les accessoires de sports, etc. On pourrait même voir apparaître un jour des aliments « nano » qui permettraient de goûter n'importe quelle saveur d'aliment sous toutes sortes de supports – le chewing-gum, par exemple. Les nanotechnologies risquent de se retrouver, à terme, dans tous les procédés de fabrication industrielle, allant de la chimie à l'électronique en passant par l'agroalimentaire.

Les promesses des nanotechnologies sont *a priori* très intéressantes. À titre d'exemple : des peintures ayant de nouvelles propriétés comme une résistance accrue à l'eau ou au soleil, ou des médicaments contre le cancer qui ciblent uniquement les cellules cancérogènes, évitant ainsi les effets secondaires des traitements de chimiothérapie qui détruisent aussi les cellules en santé, etc. Cependant, n'ouvre-t-on pas une nouvelle boîte de Pandore en ne connaissant pas suffisamment les nouveaux risques pour la santé et l'environnement qui pourraient être pires que les avantages associés à ces nanotechnologies? Les études existantes ont de quoi inquiéter, notamment celle publiée dans *Environmental Science & Technology* qui révélait que deux tiers des entreprises qui utilisent les nanotechnologies en Allemagne et en Suisse n'ont fait aucune évaluation des risques!

## DES RISQUES MAJEURS

Ce qui devrait monopoliser l'attention est le fait que les nanotechnologies produisent des nanomatériaux qui se re-

trouvent dans l'environnement et dans notre corps, car il n'existe pas de filtres qui puissent empêcher la dissémination des nanoparticules dans l'environnement et le système naturel de défense de notre corps les laisse passer.

Les nanotubes, par exemple, sont des structures moléculaires de forme tubulaire, creuse et close, dont on sait qu'elles peuvent être persistantes dans l'eau pendant au moins 60 jours et, donc, servir de vecteurs pour des bactéries comme *E. coli*.

Le problème fondamental est que les organismes publics présument que les propriétés des nanoparticules sont aussi sécuritaires que les éléments qui les composent alors que, de plus en plus, les recherches scientifiques suggèrent que certains des nouveaux matériaux ont des caractéristiques et des effets toxiques nouveaux et différents des éléments individuels qui ont servi à leur assemblage. Par exemple, les nanoparticules, dont les composés individuels sont sécuritaires, peuvent toutefois devenir toxiques une fois ces éléments assemblés. Les travailleurs exposés pourraient ainsi développer des problèmes de santé similaires à ceux reliés à l'amiante. Nous faisons face à une nouvelle pollution dont on ne sait pas grand-chose.

Même les chercheurs américains qui travaillent sur les nanotechnologies (et y sont généralement favorables) se montrent inquiets. C'est du moins ce que révèlent les résultats d'un sondage publié dans la revue scientifique *Nature Nanotechnology*: 20 % des chercheurs craignent l'apparition de nouvelles formes de pollution; 30 % s'inquiètent des effets néfastes possibles des nanomatériaux sur la santé humaine et de ce que les nanotechnologies risquent d'engendrer en termes de violations de la vie privée. Plus inquiétant encore, les scientifiques seraient plus préoccupés à ce sujet que le public en général, qu'on s'est bien gardé d'informer.

En outre, des compagnies d'assurances comme la Zurich et la Lloyd's se préoccupent aussi publiquement des risques que pourraient générer les nanotechnologies. Rappelons que le secteur des assurances fut l'un des premiers à sonner l'alarme sur les conséquences

L'auteur est directeur de Greenpeace au Québec

Daniel Erban, *Le fonctionnaire déçu*, peinture, 40 x 60 pouces



éventuelles des changements climatiques – il n'avait pas tort! – et qu'il refuse à ce jour d'assurer les risques de contamination génétique causée par les OGM.

## DES GOUVERNEMENTS AVEUGLES

Malgré ces faits et craintes, les gouvernements succombent à ce qui devient un véritable phénomène de fétichisation des nanotechnologies. Au nom de l'innovation technologique et de sa commercialisation rapide, on sacrifie une approche scientifique rigoureuse, de même qu'une vigilance minimale en matière de sécurité publique et environnementale. Alors qu'il y aurait entre 700 et 1000 produits issus de la nanotechnologie sur le marché, il n'existe toujours pas de cadre réglementaire strict et d'évaluation spécifiquement adaptée aux risques qu'ils pourraient comporter. Publiées en décembre 2006, les recommandations du rapport de l'Institut national de santé publique du Québec et de la Commission de l'éthique de la science et de la technologie du Québec restent largement ignorées – en particulier celles concernant l'application du principe de précaution et l'intensification des recherches avant la commercialisation des nanotechnologies. Le gouvernement québécois devrait pourtant urgemment y donner suite et exiger que le gouvernement fédéral en fasse autant. À l'opposé, il investit 140 millions de dollars dans le développement des nanotechnologies sans qu'aucun véritable débat public n'ait lieu.

Au nom de l'innovation technologique et de sa commercialisation rapide, on sacrifie une approche scientifique rigoureuse, de même qu'une vigilance minimale en matière de sécurité publique et environnementale.

## RÉSISTANCE CITOYENNE

Face à cet aveu et à l'importance des enjeux, on assiste à l'émergence de diverses tentatives de reprise de contrôle citoyen et démocratique des technosciences. Ici comme ailleurs, des organismes tels le ETC Group et le Canadian Biotechnology Action Network à Ottawa, la Fondation Sciences Citoyennes et l'Association sciences et démocratie en France, par exemple, s'y activent. Aussi, en juillet 2007, une coalition internationale d'une cinquantaine d'ONG, incluant Greenpeace, a signifié l'urgence d'imposer un cadre réglementaire aux nanotechnologies. Elle a rendu publique une déclaration<sup>1</sup> présentant une série de principes fondamentaux et de veille pour favoriser une évaluation rigoureuse de celles-ci. Ces principes comprennent la précaution, l'évaluation complète du cycle de vie environnemental et des effets sur la santé et la sécurité au travail des nanotechnologies avant toute mise en marché de produits en comportant. Ce faisant, les ONG établissent les conditions pour une modernité réflexive et participative qui aura, peut-être, l'avantage de nous sauver d'une prochaine barbarie qui se prépare au nom du progrès. Le défi sera d'élargir le débat à l'ensemble de la société afin de construire un rapport de force efficace qui permette d'imposer une approche stricte de précaution. Il sera aussi de sortir d'un fétichisme et d'un déterminisme technologiques malsains qui détournent l'attention de questions plus importantes comme celle du *comment vivre* plutôt que celle du *comment faire!* ●

1. Voir *Principes de surveillance des nanotechnologies et nanomatériaux* au: <[www.greenpeace.org/canada/fr/documents-et-liens/documents/principes-surveillance-nanomateriaux](http://www.greenpeace.org/canada/fr/documents-et-liens/documents/principes-surveillance-nanomateriaux)>.

## POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

### LIVRES

- BÉLAND, Jean-Pierre et PATENAUDE, Johane, *Les nanotechnologies. Développement, enjeux sociaux et défis éthiques*, Québec, PUL, 2009.
- BIBEAU, Gilles, *Le Québec transgénique*, Montréal, Boréal, 2004.
- CHOPRA, Shiv, *Corrompus jusqu'à la moelle*, Éd. le mieux-être, 2009.
- GOFFI, Jean-Yves (dir.), *Regards sur les technosciences*, Paris, Vrin, 2006.
- LATOUCHE, Serge, *La méga-machine*, Paris, La Découverte, 2004.
- LE BRETON, David, *La chair à vif. De la leçon d'anatomie aux greffes d'organes*, Paris, Métailié, 1993.
- SÉRALINI, Gilles-Éric, *Après nous le déluge?*, Paris, Flammarion/Fayard, 2006.

TESTART, Jacques, *Réflexions pour un monde vivable*, Paris, Mille et une nuits, 2003.

### REVUES

- À Bâbord, « Technologies du vivant », n° 14, avril-mai 2006.
- Manière de voir, « Ravages de la technoscience », n° 38, mars-avril 1998.
- Relations, dossier « Le vivant aux enchères », n° 663, septembre 2000; L. Vandelac, « Le diktat technologique », n° 711, septembre 2006; G.-É., Séralini, « Les OGM démasqués », n° 721, décembre 2007.
- VANDELAC, Louise, « Menace sur l'espèce humaine ou démocratiser le génie génétique », *Futuribles*, vol. 264, 2001.

### FILMS

- Homo Toxicus* de Carole Poliquin, Québec, 2008.
- Le monde selon Monsanto* de Marie-Monique Robin, France, 2008.

*Le silence des nanos* de Julien Colin, France, 2004.

*Main basse sur les gènes ou les aliments mutants* de Louise Vandelac et Karl Parent, Québec, 1999.

*Nos enfants nous accuseront* de Jean-Paul Jaud, France, 2008.

### SITES

- <[www.banterminator.org](http://www.banterminator.org)>: Campagne pour interdire la technologie Terminator
- <[www.cban.ca](http://www.cban.ca)>: Canadian biotechnology Action Network
- <[www.etcgroup.org](http://www.etcgroup.org)>
- <<http://sciencescitoyennes.org>>
- <<http://fm-sciences.org>>: Forum mondial sciences et démocratie
- <[www.greenpeace.org](http://www.greenpeace.org)>
- <[www.sciences-et-democratie.net](http://www.sciences-et-democratie.net)>

# Le transhumanisme ou le monde sans corps

Dans sa manière d'appréhender le réel et le vivant, la technoscience est porteuse d'une vision préoccupante de l'être humain et du monde. L'utopie transhumaniste – qui en est une manifestation extrême – nous en révèle les fondements.

DAVID LE BRETON

De récentes expérimentations ont relié le cerveau humain à des structures informatiques. Des personnes paralysées ont épelé des mots et déplacé un curseur sur un ordinateur grâce à un implant informatique dans leur cerveau. Des unités hospitalières sont désormais occupées par des patients appareillés de toute part. Ces technologies, vouées à l'origine à suppléer ou à soutenir des fonctions organiques défaillantes, deviennent des techniques à intégrer au corps non plus pour le soigner mais pour « améliorer » ses performances. Même si une telle visée est encore balbutiante, elle est au cœur de l'utopie transhumaniste : un corps plus à la hauteur des défis contemporains ne peut être qu'une structure bionique indifférente aux anciennes formes humaines. La technique devient une voie de salut pour délivrer l'être humain de ses limites posées désormais comme pesanteurs. Rien de mauvais ne saurait en émaner. D'où le rejet du principe de précaution, par exemple, et la revendication d'une liberté d'innover que le leader transhumaniste Max More nomme « la pro-action » : il s'agit d'apprendre en agissant et non de s'interdire des possibles au nom d'éventuels dangers.

Dans cette perspective, les technologies de l'information aboutissent à l'invention d'une humanité modifiée. La

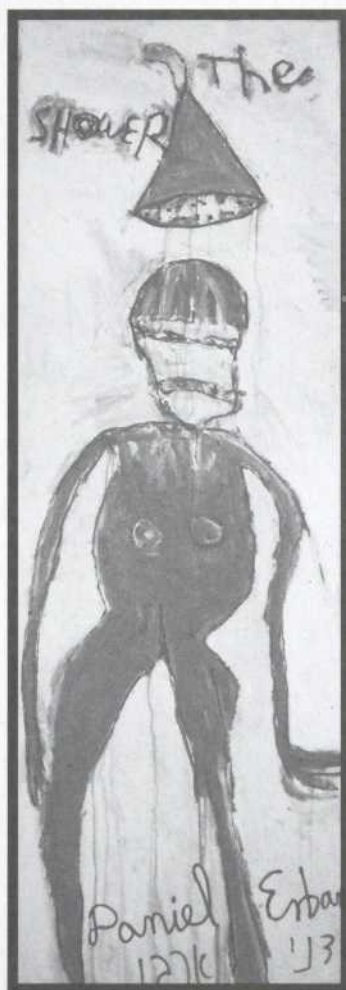
frontière s'efface entre le sujet et l'objet, l'humain et la machine, le vivant et l'inerte, le naturel et l'artificiel, le biologique et le prothétique. Dans le sillage de la cybernétique, maints auteurs reconnaissent aujourd'hui sans état d'âme une continuité ontologique entre les technologies de l'information et l'humain. Avec le triomphe du paradigme informationnel<sup>1</sup>, le monde n'est plus qu'un message que

l'ordinateur retranscrit ou projette à l'extérieur. Les ambiguïtés du sens sont seulement en attente d'un logiciel efficace pour les réduire; elles ne soulèvent plus de problèmes ou bien elles sont écartées. Pour K. Warwick, « la technologie risque de se retourner contre nous, sauf si nous fusionnons avec elle. Ceux qui décideront de rester humains et refuseront de s'améliorer auront un sérieux handicap. Ils constitueront une sous-espèce et formeront les chimpanzés du futur » (dans *Libération*, 12 mai 2002). Les technologies de l'information et de la communication se mêlent au corps, redéfinissent finalement une condition humaine devenue périmée et dont il faut désormais télécharger la dernière version pour rester dans la course. Elles alimentent la « liquidité » de l'individu postmoderne.

## L'HUMAIN COMME INFORMATION

Dans l'univers de la technoscience, toute forme vivante tend désormais à être perçue comme un simple agrégat de données. L'humain n'en est qu'une forme parmi les autres. L'information se substitue à l'infinie complexité du monde : elle devient un modèle unique de comparaison qui met sur le même

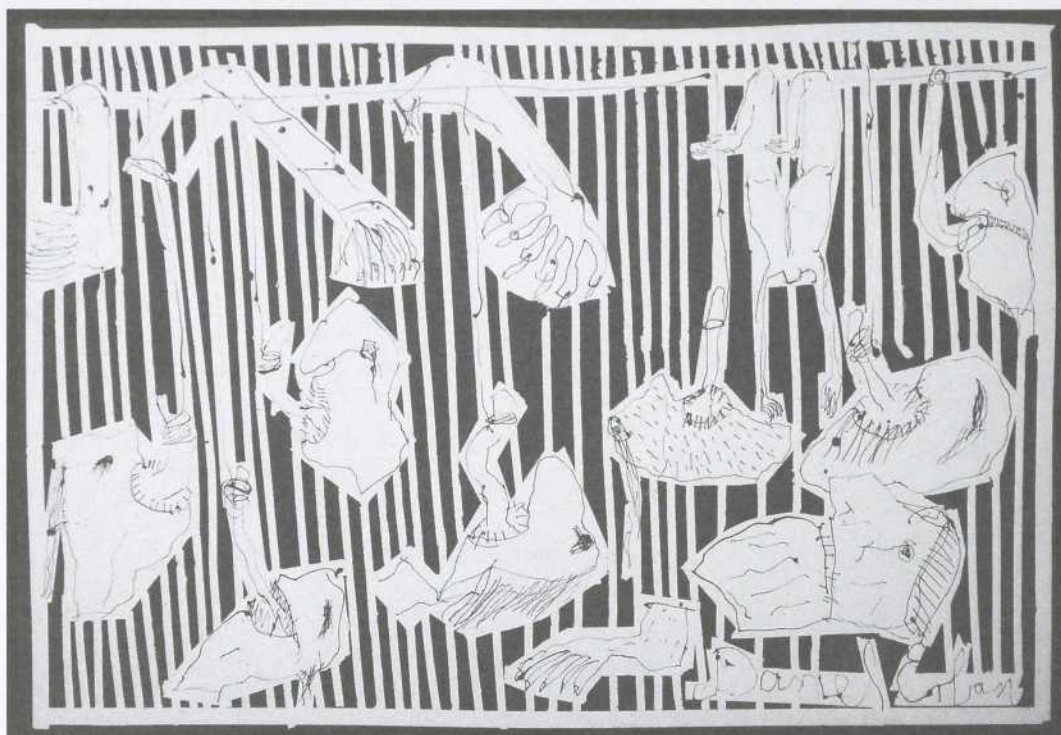
plan des réalités différentes, vidant ainsi les vivants de leur substance propre, de leur valeur et de leur sens. En conséquence, ce qui dans la personne humaine n'est pas informatisable devient un « résidu » sans intérêt – un fantôme qui hante en quelque sorte les logiciels qui la composent. Dès lors, toute spécificité humaine est élaguée et le sens liquidé, sans plus, d'où les glissements sémantiques – mais à forte portée anthropologique – qui amènent à parler en toute évidence de « pensée artificielle » et de « vie arti-



L'auteur, anthropologue et sociologue, est professeur de sociologie à l'Université Marc Bloch de Strasbourg et membre de l'Institut universitaire de France

Daniel Erban, *La douche*, peinture, 33 x 96 pouces

1. Cf. N. K. Hayles, *How we became posthuman. Virtual bodies in cybernetics, literature and informatics*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.



Daniel Erban,  
Étalage de morceaux  
humains, peinture,  
40 x 60 pouces

ficielle» comme de machines ainsi basculées vers une humanité surprenante.

Si le cerveau est conçu à l'image d'un logiciel de traitement de l'information, il est logique qu'on en vienne, dans cette perspective, à le dissocier d'un corps réduit en simple support accessoire. Le seul support essentiel des données qui constituent l'individu réside dans l'« esprit », le corps étant une sorte de véhicule de la personne, l'enclos matériel de son intériorité, la relique indigne d'une vieille humanité dépassée. Dans le manifeste de l'Association transhumaniste mondiale, diffusé sur le Web, James Hugues annonce une prochaine liquidation des corps au profit d'une immortalité et d'une intelligence infinie : « Futurs hommes OGM et *cyborgs* ! N'avez rien à craindre, vous n'avez à perdre que vos corps humains mais vous avez à gagner des vies plus longues et des cerveaux plus gros. » Seul importe un esprit voué à la toute-puissance et débarrassé du méprisable fardeau du corps. Nous avons affaire ici à la résurgence d'un néo-gnosticisme laïcisé où le corps est perçu comme le lieu de la chute. Face aux « progrès » de la technique, le corps est désormais un obstacle à l'épanouissement, un frein à l'évolution. Certains adeptes convaincus de toucher de près au paradis ragent contre un corps qui les rive encore à la temporalité et à une condition de mortels qu'ils refusent. Le soupçon à l'encontre du corps connaît une sorte de crescendo jusqu'au fantôme de son hybridation à travers le *cyborg* ou sa liquidation dans le téléchargement de l'esprit sur le Web ou l'ordinateur.

#### LA MATRICE D'UN IMAGINAIRE

Ce fantôme du *cyborg* se nourrit d'un rapport soutenu avec l'univers numérique d'Internet, de plus en plus omniprésent dans la vie quotidienne. Celui-ci, en effet, s'il n'est pas investi d'une pensée critique, peut induire un déra-

cinement inquiétant par rapport au monde et à soi-même, et générer un imaginaire dans lequel le monde et le corps sont évacués de la condition humaine. Face à un écran qui donne le sentiment que le monde est à soi et convocable à tout instant, le corps peut en venir « naturellement » à être appréhendé comme une chaîne qui rive l'internaute à un intolérable principe de réalité ou encore comme un obstacle anachronique qui prive les échanges de données de leur fulgurance ou de leur immédiateté. C'est ce pas que franchissent sans état d'âme les adeptes de la cybernétique et du transhumanisme.

La communication sans corps et sans visage du réseau permet, en effet, pour un même individu la possibilité d'innombrables autres corps virtuels, fantasmatiquement libérés des contraintes d'identité accrochées au corps réel. Par là, celui-ci peut endosser des identités infinies selon ses jeux vidéo, ses participations à des univers virtuels, son engagement dans des forums, des clavardages, etc. Le corps peut être appréhendé ainsi, dans cet univers numérique, comme une donnée facultative : le cybersujet ne se perçoit alors non plus comme un acteur, mais comme une somme de données dans le cyberspace. Sans intériorité, tout en extériorité. Les technologies de l'information délocalisent le corps, et donc la présence. Elles tendent à le rendre insignifiant dans la mesure où elles privilégient le temps (réduit à l'immédiat) au détriment de l'espace qui seul peut soutenir l'incarnation.

À travers Internet, le monde numérisé simule avec tant d'attraction le réel que celui-ci en vient à céder la place à l'hyper-réel, c'est-à-dire un monde réduit à une poignée de signes contrôlables et manipulables où toutes les aspérités du monde sont anéanties, les corps dissous.

Quels que soient son âge, son sexe, même s'il est malade ou handicapé, le voyageur de l'infosphère est libre de se

mouvoir à sa guise et selon sa compétence dans un univers de données. Il n'est plus attaché à un corps physique et mène des explorations successives sous des identités différentes dans un monde immatériel. N'étant plus exposé physiquement à autrui, il peut avoir l'impression que le principe de réalité ne s'applique plus à lui. La pensée peut ainsi céder à la toute-puissance et étendre à l'infini l'exaltation d'un rapport au monde que rien ne perturbe (hormis les programmes informatiques, mais là n'est plus leur souci), celui où tout paraît possible grâce à la numérisation.

Le corps virtuel peut facilement apparaître à ses yeux comme la perfection, loin de la maladie, de la mort, du handicap, libéré de la gravité: réalisation du paradis sur terre, d'un monde sans épaisseur de chair, virevoltant dans l'espace et le temps de manière angélique sans que la pesanteur de la matière entrave son avancée. Le transhumanisme est l'expression radicale de cette dérive. Le Web est devenu dès lors la chair et le système nerveux de ceux qui n'éprouvent que dépit face à leur ancien corps – lequel ne cesse de leur coller pourtant à la peau.

#### TÉLÉCHARGEMENT DE L'ESPRIT

Le transhumanisme revendique une recherche illimitée, applicable immédiatement à l'humain, sur les thérapies et les modifications génétiques, le clonage, la transgénése, les nanotechnologies, le couplage du cerveau et de l'informatique, etc. Ce courant idéologique pousse à son terme une utopie de la postmodernité qui prend le relais des anciens grands récits pour promettre des lendemains qui chantent, et même l'immortalité. Les technologies de l'information et de la communication sont érigées en accélérateurs de l'évolution et en libératrices de toutes les anciennes pesanteurs liées à l'humanité. Ce discours est, à son insu, profondément religieux. Toutefois, le salut ne vient plus de Dieu mais de la technique, du moins pour ceux qui auront les moyens d'en profiter. Forme d'intégrisme technologique, il voue au mépris tout ce qui ne peut se résorber dans sa visée.

Selon le transhumanisme, le règne biologique serait donc suranné et en voie de liquidation par les machines qui désormais l'imprègnent ou le programment tout en commandant son environnement. Natasha Vita More explique qu'elle aimerait que son corps s'adapte aux circonstances: «J'aimerais renforcer la puissance de mes jambes pour marcher dans la montagne, posséder un voile épidermique protecteur qui me protégerait des dangers particuliers à cet environnement, pouvoir rafraîchir ma température interne

et bénéficier d'une ouïe et d'une vision amplifiées, ainsi que d'un réseau de senseurs capables de récupérer des données et de les représenter graphiquement. Également des relais mentaux vers des robots de reconnaissance visuelle et une interface avec un réseau global de satellites dotés d'importantes capacités de zoom.<sup>2</sup>»

Vita More est par ailleurs convaincue que « l'inversion du processus du vieillissement » est à notre porte et que, bientôt, le corps tout entier sera disponible par pièces prothétiques.

Les transhumanistes veulent prolonger à l'infini leur existence grâce au perfectionnement des techniques. À leurs yeux, pour lutter contre le vieillissement ou la mort, il faut travailler le corps de l'homme et en déloger la fragilité. S'ils meurent malgré leurs efforts d'immortalité, leurs dépouilles seront placées en hibernation en attendant que l'on découvre une manière de soigner leurs maux et de les ramener à la vie. Ils travaillent à la possibilité de transférer leur esprit dans l'ordinateur ou le réseau afin de s'affranchir définitivement du corps et de mener une vie virtuelle et éternelle. Pour l'un de ses théoriciens, D. Ross, il « suffit » de reconstruire dans un programme d'ordinateur chaque neurone et chaque synapse d'un cerveau particulier pour y transférer l'esprit avec toute sa mémoire, laissant le corps à l'abandon. L'être humain ne valant que pour son cerveau, la dissolution du corps ne change rien à son identité, mais

elle le délivre de son poids possible de maladies, d'accidents ou de mort. Cette conviction que le téléchargement de l'esprit est proche est partagée par les transhumanistes, elle n'est à leurs yeux qu'une question de temps.

Pour eux, seul l'ordinateur est un lieu infiniment propice pour abriter l'esprit, l'être humain est une créature physiquement trop imparfaite. Il ne s'agit jamais d'améliorer le goût de vivre, mais d'une quête éperdue de performance. Dans un monde néolibéral de rendement, d'efficacité, de compétition, de vitesse, de communication – qu'ils ne remettent jamais en question –, l'enracinement corporel est une pauvreté qu'il faut dépasser. Cela se passe dans l'oubli le plus complet de la majorité de l'humanité dont la survie ne soulève pas une once d'interrogation, définitivement hors jeu!

Les questions morales seront laissées à l'appréciation du marché. La technique, en délivrant l'humain de ses anciennes limites contraignantes, répond à l'exigence d'une liberté que plus rien ne borne, et surtout pas la responsabilité. Le transhumanisme poursuit le rêve d'un homme non souffrant, non altéré par les émotions, non désirant, maître de lui-même et immortel. Dernière version à télécharger d'une vieille histoire... ●

Le transhumanisme pousse à son terme une utopie de la postmodernité qui prend le relais des anciens grands récits pour promettre des lendemains qui chantent, et même l'immortalité.

2. Dans L. Coureau, *Mutations pop et crash culture*, Le Rouergue-Chambon, 2004. Sur cette artiste voir M. Coulombe, *Imaginer le posthumain: sociologie de l'art et archéologie d'un vertige*, Québec, PUL, 2009.



# République démocratique du Congo : un État à refonder

Depuis quinze ans, guerres sur guerres se succèdent dans le pays, faisant quelque 10 millions de morts sans que les médias internationaux n'en fassent vraiment cas. Il est plus que temps que ce scandale cesse.

**JOONEED KHAN**

L'auteur est journaliste retraité de politique internationale au quotidien *La Presse*

« **U**n holocauste silencieux ». C'est ainsi que la commission Justice et Paix de l'épiscopat appelle l'indicible horreur qui ensanglante, dévaste et saccage la République démocratique du Congo (RDC), ex-Zaïre, depuis 1994.

Cette hécatombe, la pire de notre époque, continue au rythme de « deux tsunamis par an », soit 500 000 victimes directes et indirectes des « guerres de pillage », une situation documentée par des experts du Conseil de sécurité de l'ONU. Les guerres de l'ex-Yougoslavie et le génocide de 1994 au Rwanda ont débouché sur des tribunaux pénaux internationaux. Le Darfour, le Tibet, le Zimbabwe mobilisent les grandes puissances. Les guerres d'Irak, d'Afghanistan et de Palestine font descendre les foules dans les rues, contrairement à celles du Congo. La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a lancé plusieurs « cris de détresse ». Quelques Congolais ont marché à Montréal, Paris, Bruxelles et Londres, largement ignorés des grands médias.

La responsabilité première de ce silence incombe à l'État congolais, faible et corrompu à souhait pour encaisser ainsi sans broncher le massacre de ses citoyens et le pillage systématique de ses richesses.

## D'UNE TUTELLE À L'AUTRE

Cet État a été mis sous tutelle en 1996-1997 par les armées rwandaise et ougandaise, agissant pour elles-mêmes et pour le compte de leurs parrains anglosaxons, soucieux d'installer l'après-Mobutu au moment où le Congrès national africain (ANC) enterrait l'apartheid en Afrique du Sud. « Des ambassades ont facilité la marche de ces armées sur Kinshasa, cachées derrière l'Alliance des forces démocratiques de libération de Laurent-Désiré Kabila, en ordonnant aux militaires de Mobutu de ne pas se battre, voire de se replier en Zambie », a affirmé un conseiller présidentiel congolais rencontré en janvier 2009. Or, Kabila décida, en 1998, de rejeter la tutelle rwando-ougandaise avec l'aide de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie, ses voisins d'Afrique australe qui s'étaient libérés grâce à la lutte armée.

Ce fut la guerre, durant laquelle Américains et Britanniques, grands alliés de l'Ouganda et du Rwanda, manœuvrèrent au Conseil de sécurité de l'ONU pour placer le Congo sous une autre tutelle, celle de la Mission des Nations unies au Congo (Monuc). Cette dernière dispose de 20 000 hommes et d'un milliard de dollars par an. Elle est dominée par des sud-asiatiques, tous des anglophones coupés des Congolais et aptes à transiger avec les Ougandais

et la nouvelle élite anglophone du Rwanda. Le déploiement de la Monuc s'accompagna, en 2003, d'un accord de paix qui obligea le Congo à intégrer toutes les milices à la solde du Rwanda et de l'Ouganda dans son armée et tous les chefs rebelles dans son « gouvernement de transition ».

## ÉTAT FAIBLE, SOCIÉTÉ FORTE

Des élections, maintes fois reportées et fortement entachées, consacrent la légitimité du fils de Laurent-Désiré, Joseph Kabila, comme président en 2006. L'État congolais reste faible et toujours sous tutelle étrangère. Cependant, les forces vives et la société civile se sont engouffrées résolument dans les deux chambres du Parlement et dans les législatures des provinces, où elles combattent les politiciens de carrière et poussent le gouvernement et l'État à s'affirmer toujours plus pour promouvoir l'intérêt national. Pour elles, l'intérêt national, c'est la maîtrise des richesses minières, forestières et agricoles du pays, nécessaire au développement de ce géant de 65 millions d'habitants, grand comme l'Europe de l'Ouest.

Les élus nationaux et provinciaux, la société civile et l'Église font consensus là-dessus : les firmes minières ne peuvent plus saigner le pays, l'électronique ne peut plus prospérer grâce au pillage du coltan, et le Rwanda ne peut plus s'enrichir et exercer ses manœuvres militaires au Congo, alors que les Congolais continuent de s'enfoncer dans l'horreur et la misère. « Le Congo n'est pas une terre en jachère pour les menées des colonisateurs », a lancé le conseiller présidentiel.

## MONUC ET MINIÈRES CIBLÉES

Ainsi, les forces vives congolaises ont dénoncé la tutelle de la Monuc et s'en





pour qu'elle ne se propage pas au Rwanda sous forme d'une nouvelle guerre civile. « Dix millions de morts en 15 ans! Le Rwanda ne peut plus être gouverné par une minorité qui tire sa légitimité du génocide de 1994. Il doit entamer un dialogue inter-rwandais, comme au Congo et comme au Burundi, pour une paix durable dans un cadre démocratique avec sa majorité hutue », affirment des élus du Nord et du Sud-Kivu dans des rapports soumis aux pays occidentaux.

Des citoyens fuyant les zones de combat, 26 octobre 2008, Congo (AP Photo/Karel Prinsloo; File)

prennent à elle chaque fois qu'une nouvelle « rébellion » se pointe dans l'est, à la frontière du Rwanda. « La Monuc se contente de compter les cadavres au lieu de nous protéger », disent-elles. Si bien que la Monuc vit barricadée derrière des murs et des sacs de sable. Ces acteurs sociaux ont aussi poussé l'État à résilier ou à renégocier des contrats léonins consentis à des firmes étrangères par Laurent-Désiré Kabila alors qu'il marchait encore sur Kinshasa et n'était même pas installé au pouvoir. Dans le sillage de l'American Mineral Fields International (AMFI), une société créée en 1995 et enregistrée à la fois dans l'Arkansas, à Londres, à Vancouver et à Toronto, ces firmes ont fait main-basse sur d'importants gisements miniers et ont utilisé une petite partie de leurs gains en bourse pour financer la guerre elle-même.

Poussé par la société civile, le gouvernement a « revisité » les contrats miniers, en 2007, et identifié 61 contrats à résilier ou à renégocier. Six firmes dominent la liste : les canadiennes First Quantum et Banro, les sud-africaines AngloGold Ashanti et Gold Fields, l'américaine Freeport-MacMoRan, et la britannique Mwana Africa.

#### UN ÉTAT À REFONDER

« Les différents codes minier, forestier et des investissements pèchent par l'absence de structures de contrôle », écrivait, en 2004, la Commission Lutundula, chargée par le parlement de

transition d'examiner les accords économiques et financiers conclus depuis 1996. « L'absence d'un État exerçant une autorité réelle partout, la situation de guerre et l'instabilité politique créent une opportunité de prédation à grande échelle qui transforme le Congo en un espace économique de libre-service où se croisent les réseaux les plus divers et les hommes d'affaires de tous horizons pour l'exploiter », disait-elle. Comme la commission, les forces vives du Congo sont motivées par l'urgence « d'un pays à reconstruire, d'un État à refonder et d'une économie à relancer ». Ce faisant, elles ont brisé le « tabou rwandais », c'est-à-dire le dogme voulant que le Rwanda de Paul Kagamé soit « inattaquable » et « sans reproche » à cause du génocide des Tutsis (et des Hutus modérés) par les radicaux hutus de l'ancien régime Habyarimana.

En effet, la fuite massive de réfugiés hutus au Congo, à la suite de la prise du pouvoir à Kigali par le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagamé, a donné à celui-ci un premier prétexte pour envahir l'est du pays. Kagamé, qui a ses propres visées sur l'est du Congo, s'est drapé dans l'étendard du génocide de 1994 pour s'ériger en protecteur des Tutsis congolais. Il y a entretenu la guerre, tout en pillant la région et en facilitant le pillage par les firmes étrangères et les « réseaux d'élite » dénoncés par les experts de l'ONU.

En fait, Kagamé confine la guerre entre factions rwandaises au Congo

#### OBAMA ET LA CHINE

Avec l'ère Obama aux États-Unis, le Congo semble au bord d'un virage. Obama s'est illustré comme sénateur en faisant voter, en 2006, une loi bipartite sur la stabilisation du Congo. Comme président, il n'a pas encore évoqué ce pays. Mais il semble vouloir que celui-ci se redresse. L'ONU a enfin mis en cause le Rwanda, des Occidentaux ont bloqué leur aide et les autorités congolaises ont amené leurs vis-à-vis rwandais à s'assumer face aux « génocidaires » hutus des Forces démocratiques de libération du Rwanda, qui prônent un règlement par la négociation. Alan Doss, patron de la Monuc, vient d'évoquer le retrait prochain de la mission.

L'urgence est à la fois économique et géostratégique : dans le rééquilibrage global en cours, la Chine a fait une entrée fracassante au Congo avec un contrat de 9 milliards \$ pour la construction de routes, de voies ferrées, d'habitations, d'écoles et d'hôpitaux, en échange de minerais sur une période de 30 ans. Au-delà des propos contre « l'impérialisme chinois en Afrique », l'Occident sait qu'il doit changer d'approche. Le « mobutisme sans Mobutu » ne marche plus. Le Congo est dans un état prérévolutionnaire avancé. Certes, il n'a pas de parti révolutionnaire et Joseph Kabila n'est ni Hugo Chavez ni Evo Morales. Mais ses élus, sa société civile et son Église, hautement mobilisés dans la défense de l'intérêt national, ne laissent guère de répit à l'État. ●



## Prendre ses vacances en ville ou à la campagne?

Les vacances en ville sont l'occasion de vivre l'urbanité autrement, dans un climat de fête et de convivialité.

### MARCO VEILLEUX

Les grandes villes – comme Montréal et Québec – me sont toujours apparues comme des lieux par excellence pour passer le temps des vacances. En effet, autant la métropole que la capitale nationale regorgent alors d'activités sociales, culturelles et récréatives – bien souvent accessibles gratuitement. Elles offrent également de magnifiques espaces naturels de récréation. La ville, en été, c'est donc l'occasion de « vivre l'urbanité autrement », de redécouvrir cette dernière sous un jour différent et dans une atmosphère de convivialité.

### UNE FÉBRILITÉ EXALTANTE

Au Québec, la période estivale trouve son véritable coup d'envoi avec les célébrations entourant la Saint-Jean-Baptiste. À cette occasion, dans nos grandes villes, des fêtes de quartier aux accents pluriels et colorés sont organisées. La veille ou le jour du 24 juin, de grands spectacles ont lieu dans les parcs. Des défilés et des feux d'artifice marquent les célébrations. Le tout recommence une semaine plus tard avec la fête du Canada.

Par la suite, à Montréal, les événements se succèdent : Festival international de jazz, FrancoFolies, Festival Juste pour rire, Nuits d'Afrique, Festival Divers/Cité, International des Feux Loto-Québec sur l'île Sainte-Hélène, Festival international de tango, Se-

maine italienne, Montréal en Arts, Fête des enfants, etc. Et la capitale nationale n'est pas en reste avec son Festival d'été de Québec, son Moulin à images, son spectacle du Cirque du Soleil, ses fêtes de la Nouvelle-France, son Festival du Grand Rire, sa Transat Québec—St-Malo et ses Grands Feux Loto-Québec qui se déploient dans le cadre enchanteur de la chute Montmorency.

### OASIS URBAINS

Mais en plus, Montréal et Québec, c'est aussi la possibilité de profiter, au cœur même de la ville, de la nature et de sa beauté. Pour se faire, dans la métropole, il suffit de gravir le Mont-Royal par l'un de ses nombreux sentiers, de faire une excursion dans le parc de l'Île-de-la-Visitation, en bordure de la rivière des Prairies, de se balader au Jardin botanique ou encore de se prélasser sur la plage de l'île Notre-Dame. Et que dire, à Québec, des oasis urbains que représentent la majestueuse Promenade Samuel-De Champlain qui longe le fleuve Saint-Laurent, le boisé historique de Tequenonday, les Plaines d'Abraham, les berges revitalisées de la rivière Saint-Charles ou encore les parcs du domaine Maizerets et du Bois-de-Coulonge.

Ces lieux offrent la possibilité de pratiquer, au centre-ville, des activités de plein air à bon marché et sans avoir à se déplacer à la campagne – ce qui est un avantage particulièrement intéressant lorsque l'on n'a pas de voiture à sa disposition.

### LA CONVIVIALITÉ

Pour qui aime les bains de foule, cette animation estivale qui règne dans nos grandes villes ne peut être qu'appréciée. Se balader nonchalamment dans des rues souvent devenues piétonnières; découvrir, sur une scène extérieure, un groupe musical en provenance de l'autre bout du monde; contempler un ciel de début de soirée qui s'illumine de mille diamants pyrotechniques; admirer, au bord du macadam, les prouesses d'un acrobate, d'un cracheur de feu ou d'un artisan... vraiment, impossible de s'enluyer devant une telle abondance de vie, de surprises et de diversité.

Ces événements et rassemblements publics en plein air, qu'ils soient grands ou petits, favorisent la convivialité au sein de la cité. Dans une ambiance détendue, les gens se parlent, s'amuse, rient et chantent ensemble. Les terrasses des bars et des restaurants s'animent d'une faune hétéroclite assoiffée de se divertir et de goûter le doux plaisir de laisser le temps s'écouler en bonne compagnie. Touristes étrangers, visiteurs en provenance des régions et citadins de divers horizons se côtoient et fraternisent par le biais de la musique, de la danse, de la culture, de la gastronomie, de la détente, de l'humour, des performances sportives ou artistiques...

Ainsi, pour le temps d'une saison, la ville offre ce qu'elle a de meilleur : un espace de rencontre et de découverte. Un microcosme de ce métissage social et culturel qui caractérise notre époque et nos sociétés. ●



Ce n'est malheureusement pas tout le monde, dans notre société où des personnes et des familles s'appauvrissent, qui peut se permettre de prendre des vacances. Il faut se le rappeler, particulièrement en ce temps de crise que nous

traversons. Sans perdre cela de vue, cette controverse s'interroge avec une certaine légèreté qui sied bien à un numéro estival : est-ce la ville ou la campagne qui offre les meilleurs attraits pour prendre des vacances?

Loin de l'affairement de la ville, les vacances à la campagne offrent la possibilité d'un véritable arrêt.

**DOMINIQUE BULLIARD**

Comme la majorité de mes contemporains, je suis une urbaine. Je jouis donc, l'année durant, du rythme de la ville, de sa vie ininterrompue, de la proximité des gens et des lieux. Mais quand vient le temps des vacances estivales, ma fidélité s'étiole : à la ville grouillante, je préfère de loin le calme de la campagne.

**CHALEUR, BRUITS ET SMOG**

Une telle préférence a des raisons évidentes dont, en premier lieu, la chaleur. La ville, en effet, a cette singulière capacité de générer des « îlots de chaleur » : ces zones urbanisées où les températures estivales peuvent être de 5 à 10 degrés supérieures au reste de l'environnement. Conséquence de la présence des matériaux sans lesquels une ville ne serait pas une ville : chaussées, murs de bâtiments, automobiles, etc. Une autre raison se trouve du côté du bruit, directement lié à cette chaleur. Rompant la limite des espaces privés et publics, les bruits de la ville entrent dans nos maisons par les fenêtres ouvertes : circulation automobile, radios et fêtes (indissociablement rattachées à l'idée même de l'été), tondeuses à gazon et une variation infinie sur le thème de l'outil électrique. Enfin,

une troisième raison relève de la pollution qui, l'été, prend le nom de smog. Ce brouillard estival brunâtre – qui donne à la ville l'allure d'un paysage vaporeux de Turner – est formé d'un mélange de polluants dont le secteur du transport est la principale source. Or, depuis vingt ans, les déplacements en automobile à Montréal, à l'heure de pointe, ont augmenté de plus de 20 % – et devraient augmenter d'environ 10 % d'ici 2021.

**ÉCHAPPER À L'AFFAIREMENT**

Si la chaleur, le bruit et le smog me font fuir la ville en été, le choix des vacances à la campagne participe, me semble-t-il, de considérations plus fondamentales. Il y va du sens même du mot. « Vacances », dérivé de vacant, est un emprunt au latin *vacans*, participe présent de *vacare* : « être vide » – évoquant l'idée d'être libre, d'avoir du temps. Le principe même des vacances, c'est l'oisiveté, la liberté de prendre son temps ou de le perdre. Ou, mieux encore, de sortir du temps, d'échapper à ce temps qui n'est pour nous, habitants des villes modernes, qu'un temps toujours gagné. C'est ce temps du travail, un temps possédé et consommé, qui détermine notre rapport à la vie en général – jusqu'aux loisirs qui ne sont que des répit nécessaires pour recharger les piles en vue de mieux revenir au travail.

Or, la ville est tout entière imprégnée de ce temps du travail et de l'affairement auquel les vacances de-

vraient pourtant nous faire échapper. C'est le flot incessant de la circulation automobile; ce sont les commerces qui ne ferment jamais; c'est la publicité, omniprésente, allant du panneau publicitaire géant jusqu'à l'abribus, qui nous rappelle sans cesse qu'il faut travailler pour consommer toujours plus – y compris les voyages ou les vacances elles-mêmes. Les festivals, dont la période de l'été regorge, n'échappent pas à cette logique : consommation de la culture au cœur de cette saison associée à une fête permanente qui nous impose, comme un devoir, de s'amuser et de rire. Pas question de perdre son temps et de rater un événement ou un spectacle!

**CONTEMPLER LA NATURE**

En contraste, la campagne offre, justement, cette possibilité d'un temps hors du temps objectivant du travail et de la consommation. Contre la distraction – au sens littéral : le fait d'être tiré dans tous les sens –, elle permet de se tourner vers le calme et l'intériorité. Elle nous fait entendre le silence d'un monde sans moteur, ce silence dont ont joui les gens d'un autre siècle qui ne connaissaient pas l'agitation et la vitesse qui défigurent nos vies. Ce silence, c'est celui qui permet la contemplation d'un ciel étoilé ou d'une nuit d'encre (ce que les lumières de la ville nous voilent), d'un lever de soleil (que cachent les immeubles urbains) ou d'un paysage dans lequel on s'abîme...

Alors, tout s'arrête et la nature parle, sans nous... On peut ainsi prendre la juste mesure de notre être. ●

L'auteure, professeure de philosophie au cégep, passe ses vacances estivales dans un chalet écologique à la campagne

# Minières canadiennes aux Philippines : un autre scandale

La présence canadienne aux Philippines pose problème, d'autant que le gouvernement fédéral persiste à soutenir les actions irresponsables des minières canadiennes.

**JEAN-PHILIPPE MASSICOTTE  
ET DOMINIQUE CAOQUETTE**

Les auteurs sont respectivement détenteur d'une maîtrise et professeur adjoint en science politique à l'Université de Montréal

De diverses manières, le gouvernement du Canada et les Canadiens s'immiscent dans le quotidien des habitants d'autres pays et en influencent le cours. Au Sud, les entreprises et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sont souvent les acteurs les plus « visibles ». C'est le cas notamment aux Philippines, un État fragile, pour ne pas dire mal en point. Ainsi, on s'attendrait – au moins – à ce que le Canada ne contribue pas à noircir le tableau. Qu'en est-il?

D'abord, dressons brièvement le portrait de la situation. Les disparités économiques entre riches et pauvres aux Philippines sont les plus aiguës de l'Asie du Sud-Est. En

un rapport du gouvernement philippin, plus de 27 millions de personnes vivaient sous le seuil de la pauvreté en 2006 (sur une population d'environ 90 millions d'habitants), une augmentation de 2,3 % par rapport à 2003.

## LE CANADA, UN ALLIÉ IMPORTANT

Le ministère des Affaires étrangères du Canada considère les Philippines comme « une démocratie fonctionnelle doublée d'une société civile vibrante... » (<www.acdi-cida.gc.ca>). Près de 400 000 Philippins vivent au Canada, ce qui en fait le 3<sup>e</sup> pays-ressource d'où proviennent les résidents permanents et un des plus importants pour les travailleurs temporaires. Soixante-cinq pour cent de tous les Philippins résidant au Canada sont des femmes et plus du tiers sont passés par le programme « Live-in-Caregiver » qui recrute des femmes aux Philippines pour en faire des femmes de ménage au Canada.

L'ACDI est le 8<sup>e</sup> plus important contributeur en aide directe au développement avec des dépenses d'environ 15 millions de dollars par année. Les Forces armées canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada participent à la formation de leurs homologues des Philippines. Développement Économique Canada (DEC) a fourni l'équivalent de 120 millions de dollars sous forme de prêts à des entreprises canadiennes œuvrant aux Philippines. Le Canada participe également aux efforts de lutte contre le terrorisme en offrant de la formation et du matériel qui permet de détecter des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

Mais le domaine où le Canada est le plus actif est l'exploitation minière. Le pays se classe au 2<sup>e</sup> rang, derrière l'Australie, en ce qui a trait au nombre de projets miniers et aux investissements, dont la valeur atteint près de 1,5 milliard de dollars.

## L'EXEMPLE DE PLACER DOME

Les velléités des minières canadiennes aux Philippines remontent à 1956, alors que la canadienne Placer Dome se porte acquéreur de 39,9 % des mines de nickel de Marcopper – une des plus grandes minières d'Asie – sur l'île de Marinduque. Placer Dome est entièrement responsable des deux mines de Marcopper sur l'île et investit 40 millions de dollars dans le projet.

Sa gestion des déchets miniers est pour le moins calamiteuse. Entre 1975 et 1991, la mine rejette plus de 200 millions de tonnes de résidus dans la baie de Calancan. Cela affecte les écosystèmes marins et les habitants des 12 villages des alentours, qui vivent essentiellement de la pêche. En 1998, le gouvernement des Philippines déclare l'état



Banderole des opposants du gouvernement de Gloria Macapagal-Arroyo. Photo : Dominique Caouette

2005, Transparency International classait les Philippines au 117<sup>e</sup> rang sur 159 pays dans son index de perception de la corruption. Reporters sans frontières considère le pays comme l'un des plus dangereux pour les journalistes. Le gouvernement de Gloria Macapagal-Arroyo a choisi d'adopter la ligne dure contre ses opposants politiques de la gauche – soupçonnés d'entretenir des liens avec des mouvements rebelles armés – ce qui a donné lieu à une campagne d'assassinats politiques qui a coûté la vie à environ 900 personnes. L'exode massif des travailleurs philippins se poursuit à un rythme effréné. Presque 10 % de la population travaille à l'étranger et les transferts de capitaux de ces travailleurs constituent 20 % du PIB. Au pays, selon

d'urgence dans la région, en raison des risques de contamination liés à la pollution. Des enfants doivent être envoyés à Manille pour être « désintoxiqués ».

Le 24 mars 1996, de 3 à 4 millions de tonnes de déchets miniers sont déversés dans la rivière Boac sur plus de 26 kilomètres. Selon le rapporteur spécial de l'ONU, Fatma Zohra Ksentini, environ 4000 personnes sont directement affectées. À la suite de cette catastrophe, la mine a reconnu sa responsabilité et s'est engagée à dédommager les résidents. Cependant, en 2001, l'entreprise retire tout son personnel de l'île et quitte les Philippines. Il reste encore énormément de résidus toxiques dans les baies et les rivières avoisinantes et plusieurs barrages sont toujours considérés comme dangereux.

### L'EXEMPLE DE TVI-PACIFIC

TVI-Pacific est la mine canadienne ayant investi le plus d'argent dans un projet aux Philippines – 34,6 millions de dollars. Le projet est également le tout premier de l'entreprise. Il vise l'exploitation de l'or de la région de Canatuan, où vit la communauté indigène Subanon. Tel que stipulé dans le droit philippin, TVI doit obtenir l'accord libre et éclairé de la communauté avant d'entamer ses activités. Or, la communauté refuse de le lui accorder. Le projet voit quand même le jour, en 2002, grâce au soutien du gouvernement des Philippines.

L'établissement de la mine dans la communauté donne lieu à plusieurs déplacements forcés. De nombreux Subanons s'y opposent et d'autres se montrent insatisfaits des conditions qui leur sont offertes. De plus, la mine se trouve dans une région sensible où des mouvements rebelles affrontent régulièrement les forces armées gouvernementales. À un certain moment, TVI-Pacific doit faire appel à des paramilitaires (fournis gracieusement par le gouvernement des Philippines et apparemment peu professionnels) pour défendre ses installations. Leur présence ajoute au climat de tension dans la région. TVI-Pacific prend également l'habitude d'identifier publiquement les opposants à son projet sur un site Web, mettant leur vie en danger.

Un autre élément pour le moins problématique est que le gouvernement du Canada a toujours été un indéfectible allié de la compagnie. L'ambassadeur du Canada à l'époque, Peter Sutherland, a régulièrement défendu la compagnie auprès du gouvernement des Philippines. L'ACDI a même transféré des fonds directement à TVI-Pacific pour un projet de développement dans la région.

### LE REFUS DE CONTRÔLER LES ENTREPRISES

Comme on le sait, le cas des Philippines est loin d'être un cas isolé. Là, comme dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine, les minières canadiennes ont commis toutes sortes de méfaits sans jamais en être tenues respon-

sables. C'est pourquoi, après avoir entendu plusieurs témoignages (dont celui de Catherine Coumans de Mining Watch Canada), le Comité permanent des Affaires étrangères a demandé au gouvernement du Canada d'adopter des normes permettant de contrôler le comportement des entreprises minières à l'étranger. Un groupe de travail portant le nom de Tables rondes canadiennes sur l'industrie extractive – regroupant des représentants d'ONG, d'entreprises minières, des chercheurs, des représentants des peuples autochtones et du gouvernement – a été mis sur pied. En tout, quatre tables rondes ont eu lieu et ont mené à l'adoption d'un rapport final adressé au gouvernement

L'adoption de ces recommandations aurait non seulement positionné le Canada – un acteur majeur dans le domaine minier – à l'avant-garde, mais il aurait surtout contribué à éviter que les minières canadiennes ne poursuivent leurs actions néfastes à l'environnement et aux populations.

canadien en mars 2007. Le rapport faisait état d'un consensus « historique » entre les différents acteurs présents (entre les minières et les ONG!). Une des recommandations majeures consistait à créer un poste d'ombudsman indépendant chargé de recevoir les plaintes et d'aider les entreprises à respecter les normes canadiennes. On proposait également la création d'un comité indépendant chargé d'évaluer la gravité des violations commises par les entreprises et d'établir des sanctions correspondantes.

Or, ce rapport vient d'être enterré. Le verdict du gouvernement fédéral est tombé au mois de mars dernier avec la publication de sa réponse<sup>1</sup>. Il a décidé qu'il n'y aurait pas d'ombudsman ni de mécanismes permettant de déposer des plaintes ou de sanctionner les entreprises fautives. Mining Watch Canada estime que cette décision confirme l'absence de volonté de la part du gouvernement dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises.

C'est une dure défaite pour les militants engagés depuis longtemps dans l'amélioration des conditions de vie des populations vivant à proximité des grands développements miniers, aux Philippines comme ailleurs. L'adoption de ces recommandations aurait non seulement positionné le Canada – un acteur majeur dans le domaine minier – à l'avant-garde, mais il aurait surtout contribué à éviter que les minières canadiennes ne poursuivent leurs actions néfastes à l'environnement et aux populations. Une autre occasion manquée qui oblige à repenser les moyens d'action pour réussir à contraindre le gouvernement et les compagnies à assumer leurs responsabilités sociales. ●

Le checkpoint de TVI-Pacific. Photo : DIOPIIM Committee on Mining Issues



1. Renforcer l'avantage canadien : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour les sociétés extractives canadiennes présentes à l'étranger, mars 2009.

## Sur les traces de Simone Weil

Il y a 100 ans naissait Simone Weil, d'origine juive, militante ouvrière, pacifiste, philosophe et mystique chrétienne. En 1936, elle s'engage au côté des anarchistes dans la Guerre d'Espagne. Gravement atteinte de tuberculose, impuissante à rejoindre la résistance française, elle se laissa mourir de faim, en 1943, en communion avec les victimes de la Deuxième Guerre mondiale. Sa pensée singulière, originale, comme son engagement, témoigne d'une foi et d'un amour inébranlables en l'humanité.

### MARC CHABOT

L'auteur est philosophe et écrivain

**D**u temps de mes études en philosophie, de Simone Weil on se contentait de signaler son existence. Rien de plus. On résumait sa philosophie en disant qu'elle était passée du marxisme au catholicisme. Et puis, il y avait l'autre Simone (de Beauvoir) qui prenait toute la place. Tout était faux dans cette description sommaire de Simone Weil. Personne ne m'a offert un cours sur elle. Elle était un nom, une étoile filante au firmament des philosophes. Peut-être même pas une philosophe. À la limite, une convertie et une mystique.



Barcelone, 1936.  
BNF, Fonds Simone Weil

Ce que j'en sais aujourd'hui, je l'ai appris dans la solitude. C'est peut-être mieux ainsi. Simone Weil s'approprie dans le silence et la réflexion. La rencontre avec ses idées n'est possible que par la fréquentation de l'œuvre.

« En ce qui concerne les choses humaines, ne pas rire, ne pas pleurer, ne pas s'indigner, mais comprendre<sup>1</sup>. » Peu d'écrits existent pour rien. Le philosophe est un questionneur. Il tente, en interrogeant le réel, d'en saisir l'essence ou l'essentiel. Parfois, il se contentera d'en décrire le fonctionnement, mais le plus souvent, il cherche des raisons à l'action des humains. Pourquoi agissons-nous de cette manière? À quoi sert Dieu? Est-il encore possible d'y croire? Doit-on se plaindre de son absence? Pourquoi la guerre? Qu'est-ce qu'un esclave? Les partis politiques ont-ils encore du sens? Où va la démocratie? Proposer une réflexion qui nous aide à comprendre. S'engager résolument dans la voie de la réflexion, donc de la philosophie.

Mais qui était Simone Weil? Une philosophe? Une militante? Une mystique? Une anorexique? Une révoltée? Une entêtée? Une souffrante? Une convertie? Une sainte? Toutes ces réponses et peut-être d'autres encore.

\* \* \*

Simone Weil fut militante. Sans affiliation avec un parti politique, elle était engagée tout autant dans le syndicalisme que dans la politique. Prendre la décision d'aller travailler en usine (chez Renault) pour mieux comprendre la condition ouvrière, c'est déjà vivre le syndicalisme à sa manière. Cette jeune philosophe à la santé fragile, souffrant de maux de tête très violents, se nourrissant à peine, repensera la situation des ouvriers en vivant quotidiennement la misère et la pauvreté.

Lorsqu'elle enseigne la philosophie, elle donne une partie de son salaire à différentes associations ouvrières, considérant qu'elle n'a pas à gagner plus cher parce qu'elle est une universitaire.

Comprendre, c'est aussi vivre dans sa chair, dans son corps, la pauvreté, la faim, le froid, l'épuisement ou la fragilité de la vie humaine. Comprendre, c'est refuser la simple compréhension intellectuelle. Une militante, oui, mais aussi et avant tout une humaine dans son siècle en désolation. La guerre qui vient, qu'elle sent venir, qu'elle tente de prévenir et qu'elle déplore. La guerre avec son lot de souffrances qui viennent s'ajouter aux autres, qui viennent défaire la vie et toutes les possibilités de bonheur.

Simone Weil fut militante, mais elle n'est jamais là où on l'attend. Son engagement tient d'une foi en l'humanité qu'elle n'abandonnera jamais quoi qu'elle fasse.

\* \* \*



# Simone Weil

Simone Weil s'est convertie. Un jour, elle est tombée à genoux dans une chapelle et elle dit avoir senti le Christ entrer en elle. Dès lors de nouvelles recherches, une vision du monde qui est radicalement transformée. Il n'y a jamais rien de simple pour cette philosophe. Elle se convertit et continue de se poser la question de l'existence de Dieu. Elle affirmera que l'important, ce n'est pas tant de croire ou de ne pas croire en Dieu, l'important c'est d'y penser.

Paris, 1941.

BNF, Fonds Simone Weil

Simone Weil est en amour. Simone Weil pense à l'amour. Simone Weil écrit sans cesse sur l'amour.

« Dans un moment d'intense douleur physique, alors que je m'efforçais d'aimer [...] j'ai senti, sans y être aucunement préparée, – car je n'avais jamais lu les mystiques – une présence plus personnelle, plus certaine, plus réelle que celle d'un être humain, inaccessible et aux sens et à l'imagination, analogue à l'amour qui transparaît à travers le plus tendre sourire d'un être aimé.<sup>2</sup> »

Militante, Simone Weil n'est jamais là où on l'attend. Son engagement tient d'une foi en l'humanité qu'elle n'abandonnera jamais quoi qu'elle fasse.

Simone Weil fut philosophe. Une intellectuelle acharnée. Traduisant elle-même Platon, Héraclite et d'autres penseurs grecs. Notant dans ses cahiers noirs ses réflexions et remarques. Préparant avec un sérieux rare ses cours de philosophie, cherchant sans cesse à saisir le sens de l'existence en compagnie des grands auteurs.

Elle note : « Règle : ne pas se soumettre à la société hors du domaine des choses nécessaires » (*La source grecque*, p. 91). Elle était alors à traduire *Le Banquet* et *Phèdre* de Platon. Mais qu'est-ce justement que les « choses nécessaires » pour Simone Weil? Rien. Presque rien. Un peu de nourriture, un plancher pour dormir, une chambre, des livres. Atteindre le bonheur dans le dénuement des choses terrestres. S'éloigner et s'élever. Parvenir au bien, cesser d'exister, cesser même d'entretenir avec le monde un rapport d'esclavage. Partir pour ailleurs.

Simone Weil comprendra le christianisme et la relation à Dieu par l'entremise du platonisme. Elle note encore : « Ainsi le détachement total est la condition de l'amour de Dieu, et lorsque l'âme a accompli le mouvement de se détacher totalement de ce monde pour se tourner tout entière vers Dieu, elle est illuminée par la vérité qui descend de Dieu en elle » (*La source grecque*, p. 98).

Tout est là. Tout peut sembler d'une grande simplicité, mais comprend-on encore aujourd'hui ce que peut signifier « ce détachement total »? Comme me disait un ami récemment, d'une façon qui me semblait injuste : pour aller là, il faut souffrir d'idéalisme.

\* \* \*

1. Spinoza cité par Simone Weil dans *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, Paris, Gallimard, 1980.

2. Cité par Francine du Plessix Gray, *Simone Weil*, p. 167-168.

On ne vit pas sans l'amour. On vivote. On existe. On survit, mais il n'y a jamais cet élan qui permet le dépassement de soi, l'oubli de soi. Peut-on sérieusement faire vivre l'autre en soi sans l'amour?

Le moment de la conversion, de l'illumination, de la rencontre, de la certitude, demeure quelque chose d'explicable. La philosophe avait si peu connu la religion, si peu connu l'idée de Dieu.

Toute son aventure philosophique passera désormais par cette recherche. Elle refusera toujours de se faire baptiser. Elle ne sentait pas le besoin de l'Église, de l'institution, du groupe. Elle s'en méfiait beaucoup. Elle ne voulait pas rejoindre la tribu. Elle demeurait une solitaire, mais en elle maintenant, il y avait le Christ. Une présence permanente. Un dialogue avec autre chose que le monde et la matérialité.

Non seulement vivre avec Dieu en soi, mais le penser sans cesse. Craindre son absence, craindre son silence. Dieu est une idée, Dieu doit vivre en nous comme une idée. La plus belle, celle qui permet de mieux comprendre le malheur des êtres, la pauvreté, le désespoir, la tristesse, la souffrance et la maladie.

« Dieu ne peut être présent dans la création que sous la forme de l'absence » (*La pesanteur et la grâce*, p. 126). Penser sans arrêt. Penser toutes les formes de la présence et de l'absence de Dieu. Penser parce qu'il n'y a pas autre





chose à faire, pas de réponse possible à l'absence de Dieu. Un acte de foi inexplicable. Il est là. C'est l'acte de foi qui fonde la présence de Dieu en soi et dans le monde. C'est l'acte de foi qui permet à l'humain de saisir qu'autre chose l'attend. L'évasion mystique est une contemplation. Le droit de se placer hors du monde, le droit de s'échapper du monde.

Ce n'est pas simplement Dieu qui est absent du monde, ce sont toutes les meilleures idées. Le Bien, le Juste, le Beau.

Pour Simone Weil, rien ne méritait l'indifférence. Elle était là pour penser dans le monde, pour aller hors du monde, pour penser l'impensable, pour affronter le plus grand de l'être.

\* \* \*

Avant sa conversion, Simone Weil a trop connu le monde pour s'en éloigner dans l'indifférence. Elle a combattu en Espagne, durant la guerre civile, du côté des anarchistes. Elle a milité partout. Elle a écrit des articles sur la politique, sur l'oppression, sur le monde ouvrier. La guerre vient. Le nazisme étend son empire. On ne peut pas combattre Hitler seulement avec des prières. C'est à contrecœur qu'elle s'embarque pour New York avec ses parents. Elle

#### BIBLIOGRAPHIE

- Adler, Laure, *L'insoumise*, Simone Weil, Actes Sud, 2008.  
 du Plessix Gray, Francine, *Simone Weil*, Fides, 2003.  
 Naud, André, *Les dogmes et le respect de l'intelligence. Plaidoyer inspiré par Simone Weil*, Fides, 2002.  
 Weil, Simone, *Le ravissement de la raison*, textes choisis et présentés par Stéphane Barsacq, Seuil, 2009.  
*Écrits historiques et politiques*, Gallimard, 1960.  
*La source grecque*, Gallimard, 1953.  
*La pesanteur et la grâce*, Plon, 1948.  
*Attente de Dieu*, Fayard, 1966.  
*Leçons de philosophie (Roanne 1933-1934)*, Plon, 1959.  
*La condition ouvrière*, Gallimard, Idées, 1964.  
*L'enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'humain*, Gallimard, Idées, 1970.

voulait rester pour entrer dans la Résistance. Tout la retient en France. Elle n'y reviendra jamais, mais elle ira à Londres très rapidement pour travailler dans la résistance avec de Gaulle. C'est là qu'elle va mourir.

Le 3 mai 1940, elle écrit à son frère André : « Aujourd'hui, comme sous l'Empire romain, l'uniformité s'est abattue partout, a effacé toutes les traditions et en même temps les idées ont presque cessé de circuler. Enfin! Dans mille ans cela ira peut-être un peu mieux.<sup>3</sup> »

S'il n'y a plus rien, il faut conserver l'espoir. S'il n'y a plus rien, il faut porter en soi l'espoir. L'humain est un porteur d'espoir, un être fragile qui ne sait pas tout ce qu'il fait, qui ne saisit jamais tout du bien qu'il peut faire, ni même du mal d'ailleurs.

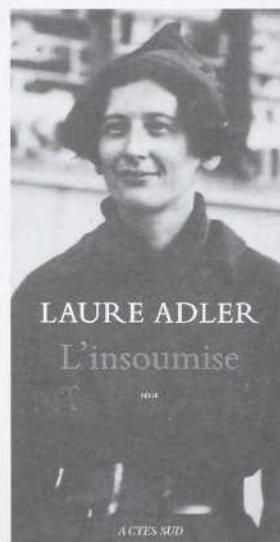
Simone Weil savait tout cela. Plusieurs philosophes reconnaissent mieux aujourd'hui sa contribution philosophique. Les temps gras de l'anticléricalisme absolu s'éloignent. On ose lire avec plus de sérénité l'œuvre de cette croyante, de cette convertie, de cette mystique.

Il y a encore bien des obscurités dans cette œuvre. N'oublions pas que Simone Weil est morte à 34 ans. N'oublions pas non plus qu'il n'est peut-être pas nécessaire de tout comprendre pour en apprécier la force et la clairvoyance.

Laure Adler, dans sa récente biographie, nous dit que Simone Weil mettait tout en œuvre pour ré-enchanter le monde. Elle n'a pas tort et il fallait probablement croire bien au-delà de la croyance du troupeau pour tenter de ré-enchanter un monde qui s'en allait à la dérive. Elle meurt en 1943. Elle ne profitera en rien de la

victoire contre le nazisme. Elle ne verra pas le nouveau monde qui se mettra en place. Ses écrits dormiront longtemps dans des valises. Ils furent sauvés par son père et sa mère qui, pendant des années, ont scrupuleusement recopié ses cahiers noirs et travaillé à la mise en ordre de son œuvre.

Pour Simone Weil, rien ne méritait l'indifférence. Elle était là pour penser dans le monde, pour aller hors du monde, pour penser l'impensable, pour affronter le plus grand de l'être. ●



3. Cité par Laure Adler dans *L'insoumise, Simone Weil*, p. 171.

## FÉLICITATIONS À MARCO VEILLEUX

Le livre *Transmettre le flambeau – Conversations entre les générations dans l'Église* (Fides, 2008), dirigé par Marco Veilleux, rédacteur en chef adjoint à *Relations*, a reçu une mention d'honneur dans le cadre de la 10<sup>e</sup> remise des prix annuels de l'organisme Communications et Société. Celle-ci s'est déroulée le 27 mars dernier au Salon du livre de l'Outaouais. Le journaliste, enseignant et écrivain Jean Fahmy a livré ces propos élogieux: «À cause de la richesse humaine, intellectuelle et spirituelle des auteurs, l'ouvrage ne pouvait qu'être stimulant. J'ai été, pour ma part, particulièrement séduit par l'extraordinaire modernité de la réflexion des auteurs. De tous les écrits qui nous ont été soumis, il me semble qu'il s'agit de celui qui a le mieux réussi à cerner les défis et les dilemmes de l'Église et des croyants au Québec et dans le reste du Canada français. Le propos est clair, prophétique et courageux...»

## ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a mis sur pied un service conseil en matière d'accommodements raisonnables. S'adressant aux employeurs et aux décideurs qui ont à évaluer une ou des demandes d'accommodement, le service consistera en un examen de la demande au plan des faits et en un examen du cadre légal et de la jurisprudence applicables. Des recommandations seront données au cas par cas en favorisant une approche de discussion et de conciliation entre les parties. Des services de médiation seront aussi offerts.

Renseignements: 514-873-5146 (option 4), 1 800 361-6477 (option 4), <www.cdpcj.qc.ca>.

## PENSÉE SOCIALE DE L'ÉGLISE

La Conférence des évêques de France vient de lancer un site Internet consacré à la pensée sociale de l'Église catholique (<www.pensee sociale.catholique.fr>). Cette plateforme donne accès aux textes fondamentaux de l'Église en matière sociale, de même qu'aux prises de position de l'épiscopat français qui concernent les questions de société (la famille, la santé, la science, le travail, la politique, l'économie, l'écologie, les droits humains, la justice et la paix, etc.). Ce site, d'une grande richesse documentaire, propose également un espace de réflexion sur des enjeux d'actualité – tels que la crise financière ou encore le développement des nanotechnologies. Il témoigne de l'importance qu'accordent l'Église et les croyants à la dimension sociale de la foi.

## 2<sup>e</sup> FORUM SOCIAL QUÉBÉCOIS

Le 2<sup>e</sup> Forum social québécois (FSQ) aura lieu à Montréal du 8 au 12 octobre 2009. Le FSQ, c'est tout d'abord un espace public critique, participatif et inclusif qui vise à rassembler tous ceux et celles qui croient en une société plus juste, qui s'opposent aux avancées du capitalisme néolibéral et à toutes les formes d'oppression et qui désirent construire ensemble le projet d'une société démocratique et solidaire. En cette période de crise, un tel processus et un tel événement jouent un rôle stratégique dans l'union des forces sociales du Québec ainsi que dans le domaine de l'éducation populaire. Consulter: <http://fsq2009.org>.

## SOMMET POPULAIRE CONTRE LA GUERRE ET LE MILITARISME

Le Collectif *Échec à la guerre* organise un Sommet populaire contre la guerre et le militarisme les 14 et 15 novembre 2009, à Montréal. Les organismes de la société civile québécoise ainsi que toutes les personnes préoccupées par ces enjeux sont invitées à s'engager dès maintenant dans sa préparation. Le Sommet vise à consolider le mouvement québécois d'opposition à la guerre et au militarisme pour en faire une force capable d'obtenir le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan et de remettre en question l'alignement de la politique étrangère canadienne sur celle des États-Unis. Consulter: <www.echecalaguerre.org>.

## ÉGLISE EN BALADODIFFUSION

L'église Saint-Pierre-Apôtre, située en face de la tour de Radio-Canada à Montréal, est un joyau du patrimoine. Elle est aussi une des premières églises au Québec à offrir une visite guidée en baladodiffusion. Construite en 1851 dans le style néogothique par l'architecte Victor Bourgeois, elle est classée «monument historique». Depuis ses origines, Saint-Pierre-Apôtre est animée par les pères oblates qui, au fil des époques, ont su adapter leur pastorale à l'évolution du milieu. Le programme de baladodiffusion, mis en place par le Conseil du patrimoine religieux du Québec, permet de visiter les lieux à son rythme. Il met l'accent sur l'histoire et l'architecture de l'église. La visite peut être téléchargée gratuitement sur un baladeur numérique au <www.patrimoine-religieux.qc.ca> (sous l'onglet *Activités de diffusion*). L'église est ouverte tous les jours, de 11 h 30 à 16 h.



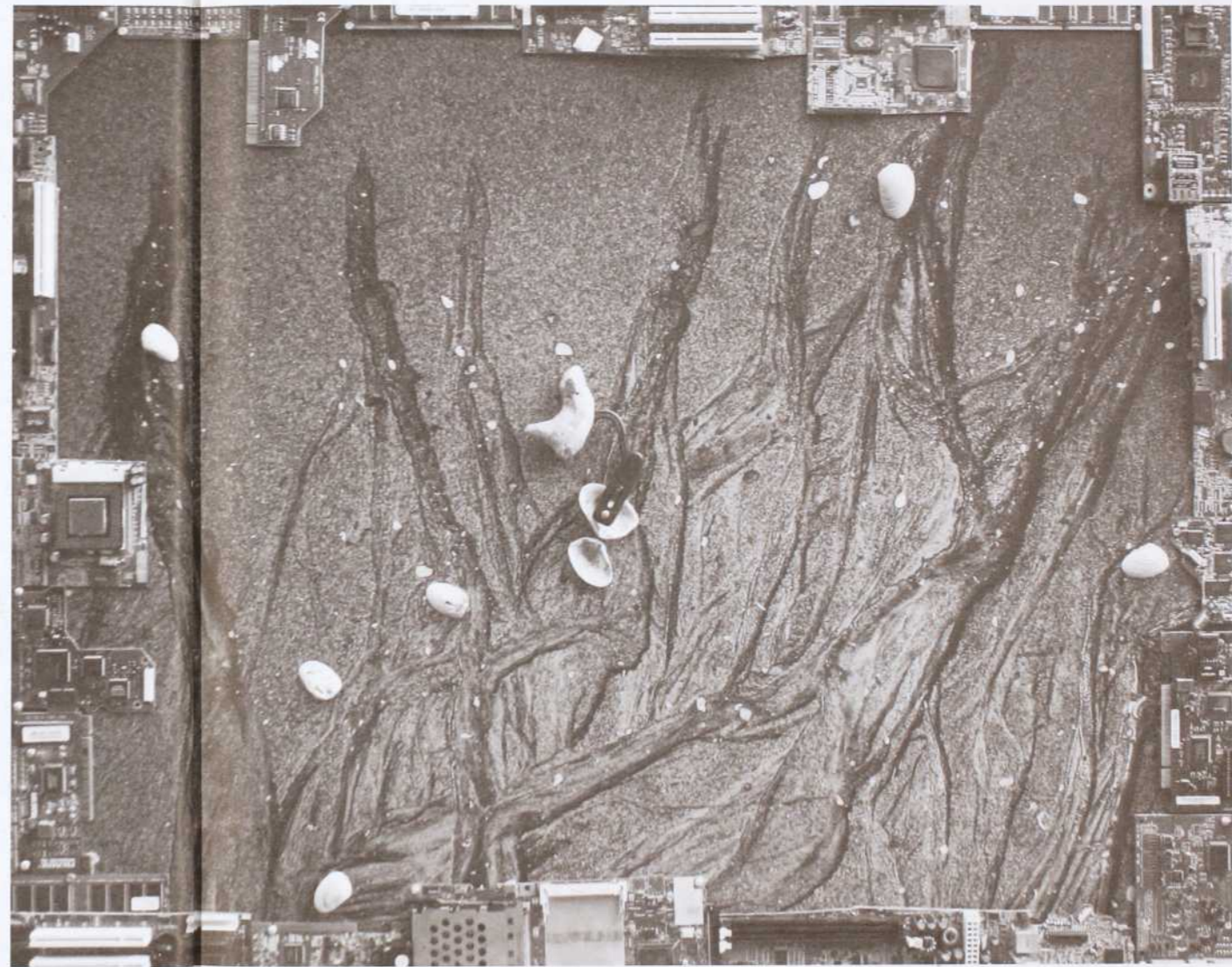
## Brebis calleuse

(ou deux questions de Dolly à ses cloneurs)

TEXTE : JOSÉ ACQUELIN  
ILLUSTRATION : MICHEL DEPATIE

pourquoi vous ne faites pas  
confiance en la vie  
pour vous doubler?

est-ce parce que vous  
n'avez pas encore rencontré  
simplement un de vos semblables?



Michel Depatie, *Techno-beauté?*  
2009, impression sur bois et collage





## UN FILM RÉVÉLATEUR DE L'AFRIQUE

**MOULOUD IDIR**

L'auteur est agent de recherche et de communication au Centre justice et foi

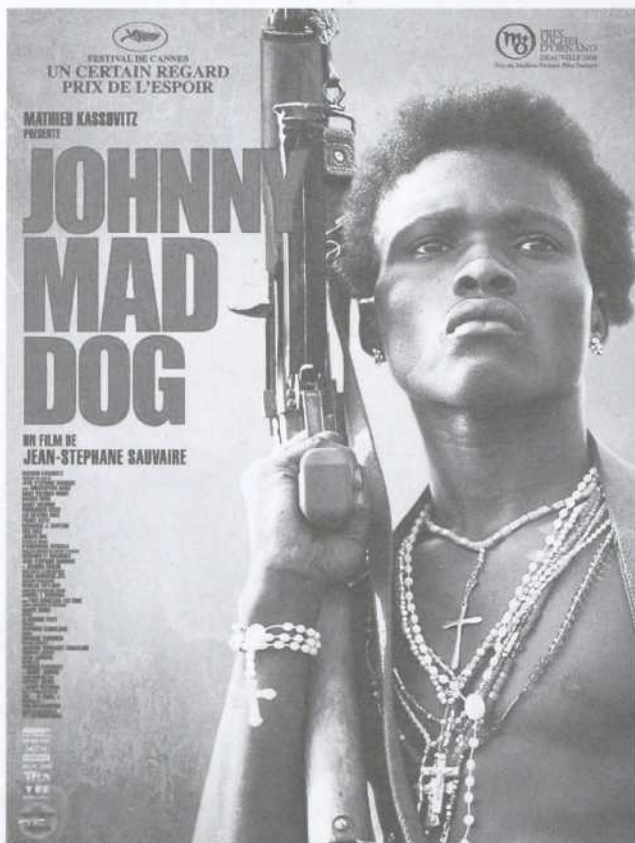
En avril dernier a eu lieu à Montréal la célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire du festival *Vues d'Afrique*, journées annuelles pendant lesquelles le cinéma africain est à l'honneur. Faut-il le rappeler, les cinéastes et les productions de ce vaste continent demeurent malheureusement méconnus du grand public. Des noms aussi illustres qu'Ousmane Sembène, Youcef Chahine, Idrissa Ouedraogo, Mohamed Lakhdar-Hamina, Abderrahmane Sissoko gagneraient à être connus. Les artistes de l'Afrique francophone dominent la programmation de ce festival, une belle occasion de nous mettre au diapason du riche patrimoine culturel et symbolique africain.

Un rapide survol historique. Plusieurs décennies après l'enchantement de la période dite des indépendances, l'Afrique se consume aujourd'hui dans

un rôle de pourvoyeuse de ressources naturelles dont le bénéficiaire est surtout un ordre mondial qui la confine à un état plus que larvé. Hélas, la plupart des pays africains, malgré l'échec des dernières décennies, s'évertuent à poursuivre un modèle hypothéquant leur avenir et qui ne permettra nullement de rompre cette spirale. La lutte effrénée des élites pour l'appropriation des moyens d'enrichissement, de pouvoir et de violence ravage le continent. La violence est certainement l'avatar contemporain du déséquilibre politique planétaire que l'Afrique subit dans toutes ses affres. C'est le thème sur lequel s'est penché le film *Johnny Mad Dog* qui était en lice lors du dernier festival *Vues d'Afrique*. Ce film est assez illustratif des guerres qui ravagent le continent africain. Il est inspiré d'un roman de l'écrivain congolais Emmanuel Dongala.

Essentiellement tourné au Libéria, avec d'anciens enfants-soldats âgés entre 12 et 15 ans jouant leur propre rôle, *Johnny Mad Dog* ne laisse personne indifférent. Il dresse un portrait affligeant de la logique de privatisation de la guerre qui rongea ce pays. L'appropriation des ressources diamantifères en était la cause principale. Nés avec la guerre civile au Libéria, ces enfants ont été arrachés à leur univers familial. Sous l'effet des pires drogues, on les a brutalisés, on les a transformés en machines à tuer, sans peur ni pitié. Ils se sont battus. Et ils ont tué. Ils ont pour la plupart des sobriquets qui en disent long: *No Good Advice*, *Small Devil*, *Jungle Rocket*... Certains arrivent à peine à la taille de leur kalachnikov. C'est la misère lancinante qui rend disponibles ces masses pour exercer les formes de violence les plus inacceptables.

Un tel film sur une telle réalité nous interpelle à plus d'un titre. Il y a un travail à faire dans nos sociétés pour éviter de donner une inflexion par trop culturaliste et ethniciste à des conflits qui ont surtout des origines sociales et politiques. Nos médias doivent privilégier l'analyse au *scoop* sensationnaliste répercutant les *desiderata* des grands de ce monde. Il faut plus d'autodéfense Sud-Sud dans une perspective de prévention des conflits, de maintien de la paix et de reconstruction. Pour ce faire, il faut être solidaire des luttes des peuples des pays du Sud en obligeant nos syndicats, nos partis politiques et la société civile à l'être concrètement. Chaque individu doit refuser de tomber dans la culture violente et comprendre l'intérêt de la solidarité anti-impérialiste. Cela va du boycott des films de guerre, au refus de laisser les usines militaires s'installer sur son sol. Il s'agit aussi de ne pas laisser son pays s'embarquer, pour des considérations impérialistes, dans des guerres injustes. Il faut refuser que celui-ci transige avec les régimes politiques corrompus. Il faut refuser que soit hébergé dans les comptes à numéros du Nord l'enrichissement illicite des chefs de guerre. Il faut en somme, dans toutes les occasions de la vie personnelle, familiale, amicale, civique et professionnelle, travailler au rapprochement Est-Ouest et Nord-Sud, pour la compréhension mutuelle. Ce travail de rapprochement entre les peuples doit se faire dans une perspective progressiste, anti-raciste, anti-impérialiste, non sexiste et écologique. C'est à travers ces valeurs nobles et idéalistes qu'il faut réhabiliter les valeurs humaines et la tolérance pour l'avènement d'un autre monde. Enfin, il importe de rompre le cycle de l'impunité dont jouissent les protagonistes des conflits armés. Le Libéria en est un exemple. C'est tout le mérite d'un film comme *Johnny Mad Dog* de le montrer à la face du monde. ●



DVD

TERRE D'ASILE

RÉALISATION : KAREN CHO  
 PRODUCTION : INFORMATION  
 CANADA, 2009, 70 MIN.

Au regard de l'article 1 de la Convention sur les réfugiés, est réfugié quiconque craint « d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, et qui ne peut ou ne

des d'asile par année, dont environ 40 % à 45 % seront acceptées.

Cette sélection est encadrée par la loi. Cependant, la situation individuelle de chacun est soumise à l'interprétation particulière des lois et règlements telle que faite par l'agent de Citoyenneté et Immigration Canada, dans un premier temps, puis par la CISR. Leur tâche est de déterminer si le demandeur est bel et bien un réfugié. Leur décision est quasi sans appel, car le Canada tarde à mettre en place le mécanisme d'appel prévu dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* de 2002

Les cinq personnes qui ont accepté d'être suivies par la caméra de Karen Cho ont des histoires typiques. Elles ont accepté d'être filmées malgré la détresse, les déchirements, les inquiétudes et aussi la crainte de retourner vers l'enfer qu'elles ont fui. La réali-

ciels, ce qui pose de grandes difficultés à plusieurs demandeurs issus de pays où règnent conflits et corruption.

Il y a aussi Fouad, un Palestinien dont la demande a été refusée. Pourtant, son frère a été reconnu comme réfugié. Faute de mécanisme d'appel, il ne peut contester la décision. Il place donc tous ses espoirs dans une demande pour considérations humanitaires. C'est sans compter Kader, cet Algérien aveugle dont la demande a été

veut se réclamer de la protection de son pays». Les pays signataires, dont le Canada fait partie, ont l'obligation d'accueillir les réfugiés. Dans les faits, les personnes qui demandent asile font face à une mécanique rigide qui leur renvoie le fardeau de la preuve.

Avec le documentaire *Terre d'asile*, la cinéaste Karen Cho explore les méandres juridiques et politiques de l'accueil des demandeurs d'asile au Canada. À travers le parcours de cinq personnes en quête de protection et les témoignages de « spécialistes », ce film dévoile le côté plutôt sombre du système canadien d'immigration.

Depuis l'an 2000, le Canada accepte moins de 11 000 réfugiés par année, comparativement à une moyenne annuelle de 18 000 dans les années 1980 et 1990. C'est au sein de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) que sont évaluées les demandes d'immigration et d'asile. Il s'agit du plus important tribunal administratif indépendant au Canada. La CISR examine près de 30 000 deman-

satrice a su rendre compte de ses émotions sans tomber dans le piège du voyeurisme.

Il y a Elsy, une Hondurienne qui a fui la violence des gangs de rue et les menaces envers elle et sa famille. Son parcours, tout en étant spécifique, ressemble à celui de nombreux réfugiés mexicains, colombiens ou autres qui sont confrontés à l'absence de protection de la part des autorités de leur pays et doivent s'exiler pour protéger leur vie et celle de leur famille.

Pour Naja, une Afghane qui comme beaucoup de militants a été persécutée pour ses opinions politiques, l'exil devient la seule option de survie. Puis, il y a la Congolaise Leyla, qui doit convaincre le commissaire de la véracité de son histoire et prouver son identité. Elle doit trouver des documents offi-

refusée et qui se trouve sous le coup d'un ordre d'expulsion. Il vit en sanctuaire depuis plus de trois ans, espérant qu'un jour il sera autorisé à rester au Canada.

Les commissaires qui participent au documentaire déplorent le changement de vision qui s'opère au sein de

la CISR. Ils observent que les valeurs humanitaires – fondement de la réputation internationale du Canada – semblent céder le pas à une logique restrictive basée sur la méfiance. Les avocats des demandeurs s'inquiètent de la place de plus en plus grande de l'arbitraire ainsi que de l'absence d'un mécanisme d'appel pourtant prévu dans la loi.

Ce film est un excellent outil pédagogique, mais il est surtout une œuvre de compassion. À voir pour mieux comprendre et agir pour que cesse l'indifférence.

LOUISE DIONNE



## UN STYLE MENACÉ

Gilles Routhier  
**PENSER L'AVENIR DE L'ÉGLISE**  
 Fides, 2008, 155 p.

Ce livre nous fait comprendre qu'au-delà des documents produits et des décisions prises, le concile Vatican II a d'abord été – et demeure avant tout – un « style ».

On a souvent parlé de « l'esprit du Concile » et plusieurs ont voulu s'en revendiquer. Certains, dont je suis, dénoncent aussi le fait que cet esprit ait été maintes fois trahi par des décisions et des orientations du magistère romain. Toutefois, il faut bien reconnaître que ce soi-disant « esprit » peut facilement devenir un slogan un peu vide.

En revanche, le concept de « style » – qui se déploie dans ce livre pour cerner ce qu'il y a de plus fondamental dans Vatican II – me semble être beaucoup plus « opératoire ».

En effet, comme Gilles Routhier le démontre, dans l'événement conciliaire, nous avons affaire à quelque chose qui va bien au-delà d'un certain rapport entre la « lettre » des textes et leur « esprit » à préserver. C'est, en fait, un véritable style qui est en jeu. Un style au sens fort d'une « position d'énonciation » qui transforme en profondeur la manière chrétienne d'habiter le monde – et dont le document conciliaire *Gaudium et Spes* est certainement l'exemple achevé.

Ce livre de Gilles Routhier permet donc à tous les croyants – et particulièrement aux plus jeunes générations – de comprendre combien Vatican II, au-delà des « contenus », est avant tout une attitude pastorale caractérisée par un certain rapport au monde, à la vérité, à la croyance, à la société et aux questions qui y surgissent. C'est d'abord un style qui fait une place intégrante, dans le mouvement même d'annonce et de proclamation de la foi, au dialogue, à l'ouverture et à l'écoute

véritable de l'autre. Bref, Vatican II, c'est un nouveau visage d'Église.

En épilogue de son livre, et comme illustration parfaite de ce nouveau visage, Gilles Routhier évoque M<sup>gr</sup> Maurice Roy qui, reçu par l'Assemblée nationale du Québec à l'occasion de son élévation au cardinalat en 1965, avait alors affirmé dans son discours : « Je suis un citoyen du Québec. » « Être citoyen, poursuit l'auteur, c'est d'abord embrasser cette société avec respect, considération et amour. C'est s'y sentir chez soi, libre, accueilli, respecté » (p. 145). C'est aussi « inscrire la singularité chrétienne dans une société pluraliste » (p. 140). Cette foi citoyenne semble malheureusement faire défaut à certains croyants et leaders ecclésiaux d'aujourd'hui qui s'acharnent, avec un zèle intempestif, à préserver des privilèges d'antan ou encore à ne voir, dans la société québécoise, que ruines, calamités, relativisme, hédonisme, perte de sens et des valeurs...

Plusieurs trouveront donc, dans ce livre, les raisons d'une dissidence ecclésiale responsable. Car, comme le déplore le théologien de l'Université Laval : « On risque de revenir à un style qui non seulement est en décalage par rapport à celui adopté par le Concile, mais également qui ne répond pas "aux exigences de notre époque", probablement parce qu'il n'est pas spirituellement juste » (p. 50). « Ce qui est aujourd'hui en cause à cette étape de la réception de Vatican II, ce n'est pas simplement la fidélité matérielle aux énoncés du Concile, mais la fidélité à la posture énonciatrice adoptée par les Pères conciliaires. C'est peut-être, finalement, ce qui est aujourd'hui le plus menacé » (p. 89).

## MARCO VEILLEUX

## FOI MUSULMANE

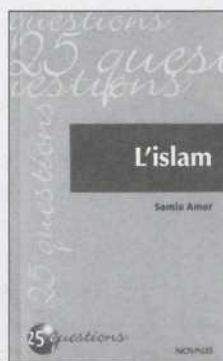
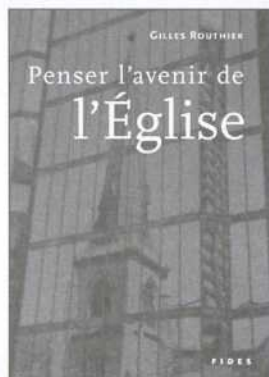
Samia Amor  
**L'ISLAM**  
 Montréal, Novalis, 2008, 123 p.

L'auteure de ce livre, femme intelligente et croyante, veut expliquer sa foi musulmane à ses concitoyens québécois ignorants de l'islam ou même hostiles à cette tradition religieuse. Son ouvrage fera beaucoup de bien.

Dès le commencement, elle souligne qu'à l'intérieur de l'islam, il y a un pluralisme d'interprétations. Les divers courants sont influencés par différentes écoles juridiques et par la culture dans laquelle l'islam se pratique. Le lecteur occidental sait très bien qu'il y a des confessions différentes dans le christianisme et dans le judaïsme, mais il ne se rend pas compte qu'il y a également des courants différents dans l'islam. Samia Amor montre qu'il y a même, depuis quelques décennies, une relecture féministe du Coran selon laquelle le Prophète favorisait la libre responsabilité des femmes, une attitude libératrice supprimée plus tard par des coutumes culturelles.

L'auteure présente d'abord un résumé de la foi musulmane et répond aux questions des gens dont la connaissance de l'islam est tirée des journaux et affectée par les préjugés répandus dans la société. Elle explique ensuite, en détail, le statut de la femme dans l'islam. Elle montre que la charia n'est pas un code pour enfermer les

femmes. C'est à ces dernières de décider si, oui ou non, elles veulent porter le voile. Qu'enseigne l'islam sur les punitions corporelles et la lapidation des femmes? Que dit-il des droits humains? Quelle est sa relation aux autres religions et au pluralisme moderne? Comment voit-il les mariages interreligieux, la



démocratie et la laïcité de l'État contemporain? L'auteure nous montre qu'il y a des courants dans l'islam qui répondent à ces questions avec une grande ouverture.

Samia Amor se plaint des fausses interprétations apportées par les extrémistes islamiques et critique les régimes oppressifs de la plupart des pays musulmans – situation ironique, car l'oppression et l'injustice sociale contredisent la charia.

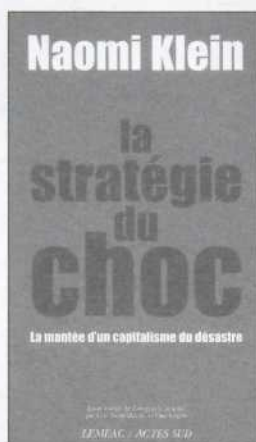
Dans le passé, avant l'arrivée de l'œcuménisme, les catholiques minoritaires dans les pays protestants produisaient des livres apologétiques. Ils cherchaient à démontrer à la population que le catholicisme ne s'opposait pas à la liberté religieuse ni au pluralisme démocratique mais ils défendaient, par exemple, l'Index des livres interdits, le célibat obligatoire des prêtres ainsi que la condamnation des chrétiens non catholiques comme schismatiques et hérétiques. Ces livres ne communiquaient toutefois pas le sens profond du catholicisme ni la richesse de sa tradition théologique et mystique. Ici se situe peut-être ma seule critique du livre tellement utile de Samia Amor: il ne communique pas aux lecteurs la grande beauté de l'islam – ce que fait, par exemple, le petit livre de Mohamed Talbi *Universalité du Coran* (Actes Sud, 2002).

**GREGORY BAUM**

#### UN INCONTOURNABLE

Naomi Klein  
**LA STRATÉGIE DU CHOC –  
 LA MONTÉE D'UN CAPITALISME  
 DU DÉSASTRE**  
 Montréal/Arles, Leméac/  
 Actes Sud, 2008, 669 p.

**P**ourquoi parler d'un *bestseller* aussi médiatisé que *La stratégie du choc* de Naomi Klein dans *Relations*? Parce que certains l'auront peut-être négligé en raison de son imposante dimension (près de 700 pages). L'effort en vaut



pourtant la peine, tant en raison de la richesse de l'analyse que du style journalistique captivant de l'auteure et qui la fait rejoindre un vaste public à travers le monde.

Il existe d'excellents livres sur l'idéologie néolibérale, ses institutions-phares (OMC, Banque mondiale, etc.) et les thérapies de choc imposées à de nombreux pays par le Fonds monétaire international. Mais Naomi Klein pousse la réflexion plus loin en l'articulant à partir de cette idée que les chocs expérimentés dans les sociétés ressemblent à ceux qu'un individu peut subir. Dans les deux cas, il y a là un moment de désorientation et de vulnérabilité qui permet une transformation radicale pour qui sait l'opérer. La torture est l'une des formes de choc à laquelle elle consacre des pages essentielles, en lien avec ce qui se produit dans nos sociétés et en détaillant comment elle a « été le partenaire silencieux de la croisade mondiale en faveur de la libéralisation des marchés » (p. 26).

Ancré à la pensée de l'économiste américain Milton Friedman et de ses disciples de l'école de Chicago, ce qu'elle appelle le « capitalisme du désastre » se nourrit ainsi de catastrophes (coups d'État, crises économiques, guerres, désastres naturels, etc.) qu'il transforme en opportunités de domination pour le capital privé. À travers les exemples du Chili, de la Russie, en passant par la Pologne, la Bolivie, l'Asie et les États-Unis sous Bush-Cheney-Rumsfeld, entre autres, elle nous conduit au cœur du « paroxysme monstrueusement violent et créatif d'une campagne vieille de cinquante ans en faveur de la liberté totale des grandes entreprises » (p. 31).

Les pages consacrées à l'Irak valent à elles seules le détour. « L'expérience irakienne constitua une innovation révolutionnaire en ce sens que l'invasion, l'occupation et la reconstruction furent transformées en marché emballant et entièrement privatisé » (p. 416). Les lois et décrets stupéfiants adoptés par Paul Bremer, administrateur de l'Irak occupé, visaient, sous couvert d'ambitions démocratiques, l'anéantissement du gouvernement, du secteur public et d'une économie industrielle qui était l'une des plus développées de la région. Après les bombes, ce sont les sociétés étrangères appâtées par le profit facile qui ont déferlé sur le pays. On ne peut comprendre les forces qui ravagent l'Irak aujourd'hui (corruption, fondamentalisme, sectarisme, etc.) si on fait l'impasse sur cette fausse reconstruction, ce pillage et cette dépossession violente vécue par les Irakiens.

La puissance de l'idéologie néolibérale dans les années 1990 est aussi manifeste dans le cas de l'Afrique du Sud. L'auteure raconte comment les responsables du Congrès national africain (ANC) – soucieux de contrôle politique et d'action collective libératrice dans une société en état de crise – n'ont pu maîtriser les négociations économiques excessivement complexes par lesquelles la souveraineté économique du pays leur a été dérobée et, avec elle, une grande partie d'un pouvoir politique chèrement conquis.

L'ouvrage impressionne par la multitude de sources, de documents déclassifiés et de témoignages recueillis sur le terrain. Militante, Naomi Klein n'omet pas non plus de livrer quelques pages porteuses d'espoir et d'exemples de la résistance qui se construit au fur et à mesure qu'une compréhension du capitalisme du désastre se développe. D'ailleurs, un nouveau chapitre est commencé: la crise financière et économique mondiale actuelle.

**CATHERINE CARON**

**L'AUTOCOMMUNICATION  
DE DIEU**

Laure de Biré

**VIVRE EN RELATION AVEC JÉSUS:  
UN PARCOURS AVEC KARL  
RAHNER**

Montréal, Médiaspaul, 2008, 198 p.

**K**arl Rahner fut l'un des géants de la théologie du XX<sup>e</sup> siècle. Son œuvre est percutante, mais plutôt rebutante pour des personnes non initiées à la théologie. Laure de Biré, dans un livre issu de son mémoire de maîtrise, aura réussi l'exploit de rendre davantage accessible la pensée du jésuite allemand. Son succès n'est pas étranger à l'enracinement existentiel des deux questions à l'origine de sa recherche: la place donnée à Jésus par le christianisme est-elle une forme d'idolâtrie? Et que signifie «rencontrer Jésus», nouer une relation avec lui? Le premier chapitre, d'ordre méthodologique, présente les trois voies empruntées par Rahner pour élaborer son discours théologique: la dogmatique, la démarche transcendantale et la spiritualité. Les trois autres chapitres déploieront chacune de ces approches, à partir des préoccupations de l'auteure. La clé-maîtresse de la théologie de Rahner est dévoilée dans le dernier chapitre, sur la spiritualité, où l'on comprend que toute sa con-

struction est érigée sur son expérience des *Exercices spirituels* d'Ignace de Loyola.

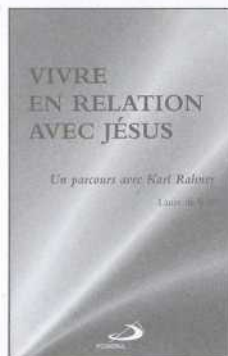
Cependant, l'auteure consacre la partie la plus étoffée de son étude (chapitre 2) à la méthode transcendantale – la contribution la plus originale de Rahner à la théologie. En cherchant à rendre la foi chrétienne intelligible pour la culture contemporaine, l'approche transcendantale réfléchit sur les expériences humaines les plus «originaires» – telles que le rapport à soi et au monde. Elle conduit d'abord à la connaissance de Dieu comme «mystère», horizon infini à partir duquel toutes les choses finies sont reliées entre elles. Tous les humains ont une certaine conscience de ce mystère, même si elle n'est pas toujours réfléchie. Cette intuition théologique vient tout droit des *Exercices* ignatiens selon lesquels l'être humain est créé capable d'accueillir Dieu qui se donne à tous, toujours et partout – ce que Rahner traduira par son concept d'«autocommunication» de Dieu. Les personnes chrétiennes reconnaissent en Jésus le seul humain qui s'est abandonné sans retenue, dans l'espérance, à ce mystère de Dieu. En avalisant, par la résurrection, la vie de Jésus et ses pratiques «scandaleuses», Dieu se révèle comme l'amour bienveillant qui traverse toutes les résistances, les angoisses et les limites humaines, incluant la mort.

Laure de Biré entreprend ensuite une relecture de la foi chrétienne selon

la perspective dogmatique de Rahner. Elle s'attarde spécialement aux énoncés relatifs à la divinité de Jésus et à la Trinité. La compréhension de la Trinité en tant que trois modes relationnels en Dieu, sous lesquels il se donne à toute personne, est particulièrement inspirante. Encore une fois, cette idée de Rahner est redevable aux *Exercices* et à leur vision de l'Incarnation: le salut prend naissance au cœur de la Trinité, se révèle dans la «descente» de Dieu au cœur du monde, et se poursuit en chaque personne et dans la société à travers toute décision humaine assumant la volonté créatrice de Dieu.

La conclusion de l'ouvrage, que l'on aurait souhaitée plus étoffée, reprend les deux questions inaugurales. La crainte de l'idolâtrie se trouve renversée de manière spectaculaire: n'est-ce pas plutôt notre attachement à garder vide le concept de Dieu qui est idolâtrique, refusant de reconnaître la possibilité de la réalisation historique de l'autocommunication de Dieu? De même, si la vie de Jésus dénonce la tentation d'idolâtrer les réalités finies, elle engage paradoxalement à chercher Dieu à travers elles, promues «médiations» de la relation «immédiate» avec Dieu qui se donne en toutes choses. Aboutissement d'un parcours fascinant qui nous ramène sans cesse au mystère du monde, quel que soit le nom qu'on lui attribue.

**CHRISTIAN GRONDIN**



LE MONDE  
EN **CRISES** : QUELLES VOIES DE SORTIE?

avec Marcel Claude du Chili, Jacques B. Gélinas de Québec, Augusta Henriques de Guinée-Bissau et François Houtart de Belgique



CONGRÈS de L'Entraide missionnaire > 12 et 13 septembre 2009

(514) 270-6089 emi@web.ca www.web.net/~emi

## Prochain numéro

Le numéro de septembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies le 28 août. Pensez à le réserver. Il comprendra notamment :

- un dossier sur **les arts et la culture**. Le gouvernement conservateur mène des assauts répétés contre le monde des arts et de la culture tandis qu'une survalorisation du secteur privé modifie aussi l'action gouvernementale au Québec. Une réflexion s'impose face à des changements de valeurs et de politiques culturelles qui affectent la manière de concevoir le rôle des artistes dans la société. Quels en sont le sens et la portée? Comment évoluent les luttes et la situation souvent précaire des artistes et des travailleurs culturels? Ce numéro explorera ces questions et proposera aussi un regard critique sur les notions d'élitisme et de populisme dans l'art ainsi qu'un état des lieux concernant la *Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle*.
- une controverse sur les écoles « afrocentristes »;

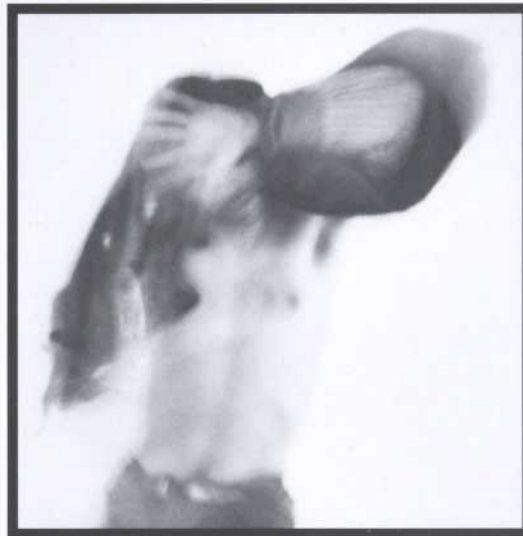


Photo : Angelo Barsetti

- un nouveau carnet signé par le cinéaste Bernard Émond;
- la première chronique littéraire d'Élise Turcotte;
- les œuvres de notre artiste invité, Angelo Barsetti.

Recevez par courriel, peu avant sa parution, le sommaire détaillé du numéro en vous inscrivant à la liste d'envoi. Pour ce faire, inscrivez votre adresse au lieu indiqué sur la page d'accueil de notre site Internet : [www.revuerelations.qc.ca](http://www.revuerelations.qc.ca)

## Relations

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES  
5,50 \$ PLUS TAXES

### ABONNEZ-VOUS...

Un an : 35 \$ Deux ans : 65 \$  
À l'étranger (un an) : 55 \$  
Étudiant : 25 \$ (sur justificatif)  
Abonnement de soutien : 100 \$ (un an)

par téléphone : 514-387-2541, p. 226  
par télécopieur : 514-387-0206  
par courriel : [relations@cjf.qc.ca](mailto:relations@cjf.qc.ca)  
par la poste :

#### *Relations*

Ginette Thibault  
25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec) H2P 1S6

[www.revuerelations.qc.ca](http://www.revuerelations.qc.ca)

Oui, je désire un abonnement de \_\_\_\_\_ an(s), au montant de \_\_\_\_\_ \$

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_

COURRIEL \_\_\_\_\_

Je désire également offrir un abonnement de \_\_\_\_\_ an(s), au montant de \_\_\_\_\_ \$ à la personne suivante :

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE ( \_\_\_\_\_ ) \_\_\_\_\_

Montant total : \_\_\_\_\_ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)   
ou par Visa

NUMÉRO DE LA CARTE \_\_\_\_\_

EXPIRATION \_\_\_\_\_ SIGNATURE \_\_\_\_\_

# Un choix écologique pour une société juste

DEPUIS JANVIER 2009,  
LA REVUE *RELATIONS* EST IMPRIMÉE  
SUR DU PAPIER RECYCLÉ CONTENANT  
100 % DE FIBRES POSTCONSOMMATION.

